

CREUSE-CITRON

Journal de la Creuse libertaire n° 43 - février 2015

11^e année

PRIX LIBRE



à l'affût drive fermiers **2** écodéforestation **3** la ferme des 1000 veaux **4**
à l'affût de la fumée les experts expertisent **5** à l'affût du canon un 11 novembre
énervé à Gentioux **6-7** salut à toi dame Bêtise une mairie revancharde **8**
en direct des yourtes de Bussière-Boffy **9** police partout... justice nulle part éloge
de la ZAD **10-11** capitalisme à la poubelle l'intérim, une vie en pointillés **12**
libertaire, c'est quoi? **13** ruée vers l'or ça nous mine en Creuse, le dossier **14-17**
mémoire aux poings la civilisation dans tous ses états **18-19** coups de gueule mili-
tarisation des flics et enpolice des gendarmes **20-21** revue de crise **22**
**Charlie avait été récupéré, maintenant il est
nationalisé...** les desseins d'Allah **23** nous ne sommes pas Charlie **24**

Les marchés virtuels ou le régime du simple clic



Depuis quelque temps, la presse locale s'enthousiasme pour les « drive », cette nouvelle technique de vente où l'on passe ses commandes et paye par Internet avant d'aller récupérer son colis dans un magasin. Dans son édition du 21 octobre, « La Montagne » sous un titre se voulant humoristique « Les circuits courts partent d'un bon pied » annonçait l'ouverture en Creuse d'un « drive piétons » de producteurs locaux ! Nous connaissons déjà les « drive fermiers » mais pas encore ces paradoxaux « drive piétons ».

Les marchés virtuels ne se situent plus seulement place de la Bourse, avec leurs gros légumes et leurs gros cigares, ils colonisent maintenant nos campagnes profondes.

L'IDÉE GÉNÉRALE de ce type de commerce se résume en trois arguments clés : consommer des produits locaux dont on connaît l'origine ; tisser des liens avec les agriculteurs locaux et surtout gagner du temps. En gros, les clients passent les commandes par Internet et viennent, en voiture ou à pieds, les chercher un jour précis dans un point de desserte.

Cela peut paraître séduisant. Mais...

Mais, déjà, l'idée de gagner du temps est éminemment discutable : est-ce que faire son marché est une perte de temps ou un moment de vie important dans la semaine, un moment de rencontre avec d'autres humains ?

Les arguments des tenants des drive, sont, à cet égard très contradictoires : comment peut-on gagner du temps et tisser des liens ?

Voici la démarche proposée par les drive fermiers :

- 1 - je m'inscris sur le site ;
- 2 - je commande et paye sur Internet ;
- 3 - je passe au drive et charge mon coffre en 5 mn ;
- 4 - je cuisine et je déguste les produits locaux avec ma famille et mes amis ;
- 5 - j'en fais profiter ma communauté (Tweeter et Face book).

Le contact humain réel est réduit à sa plus simple expression au bénéfice du communautarisme techno-scientifique d'Internet. Un des producteurs précise : « Les jeunes adultes n'ont pas forcément l'habitude d'aller faire le marché et n'ont pas toujours le temps. En revanche, ils sont très souvent sur le web et ont déjà adopté le système de drive des supermarchés ».

Faut-il vraiment encourager cette déshumanisation qui fait préférer du temps passé devant un écran à du temps passé en compagnie d'autres que soi ?

N'ayons pas peur de l'absurde

« Le Drive des champs » (région parisienne), enfonce le clou : « Établir une liaison directe avec les consommateurs grâce à un marché virtuel ».

« La ruche qui dit oui », à Guéret, est ouverte une heure tous les 15 jours : ça laisse beaucoup de temps pour les contacts avec les producteurs !

Quant aux « Marchands des 4 saisons » (le Drive piétons), la première raison qu'il donne pour y adhérer est « de pouvoir acheter des produits les yeux fermés... ». Au moins les choses sont claires, il n'est plus question de choisir ses légumes, ses fromages, etc., en les regardant, les soupesant, les sentant.

Non ! Maintenant on commande les yeux fermés un concept de légume : la carotte idéale, la patate parfaite.

Comme les autres, « À vendredi » (le drive des producteurs locaux), a été créé à Chambon-sur-Voueize sur le même constat que les marchés traditionnels sont en perte de vitesse et ne touchent qu'une partie des consommateurs mais prétend ne pas faire de concurrence au marché local, ce qui reste à prouver. On doit reconnaître qu'il se dit être « un faux drive, visant au contraire à créer des liens entre producteurs et consommateurs lesquels restent volontiers discuter avec les producteurs présents », mais il faut préciser qu'il n'y a que deux producteurs sur onze qui sont présents à tour de rôle chaque vendredi.

Comment sont structurés ces marchés virtuels ?

Sous diverses appellations on a toujours une société privée et / ou une structure bureaucratique, mariée à une banque et à un fournisseur d'accès Internet : la société Equanum et le Crédit mutuel pour La Ruche, la société Eat Lim, la Chambre

d'agriculture, le Crédit agricole et le réseau « Bienvenue à la ferme » pour les drive fermiers.

Pour La ruche qui dit oui, la Société gestionnaire prend 8,35 % et le distributeur-responsable local autant. En cas de litige, le tribunal compétent est à Bruxelles, mieux vaut être prudent.

Seul À vendredi est appuyé sur une association d'agriculteurs locaux (Pays Combraille-en-Marche) qui ne prend que 4 % de marge, les paiements des achats ne se faisant pas en ligne mais au comptant à la récupération de la commande.

Attardons-nous sur le fonctionnement du drive piétons, Md4s (Marchands des 4 saisons).

Md4s recrute des responsables de secteur qui se chargent de trouver des fournisseurs de produits et des commerces comme lieux de distribution. Dans la pub de recrutement, on trouve une présentation critique des « concurrents » : Amap, Drive fermiers, Le Panier paysan, La Ruche qui dit oui.

Md4s se situe en dehors de tout souci de travail local mettant en œuvre une synergie entre des producteurs et des clients. Il y a simplement un gars, Marc Dorel, qui a eu une idée juteuse (si ça marche). Il suffit de décomposer le prix de vente des produits : le producteur fixe son prix client, là-dessus on retire 10,2 % pour le responsable de secteur, 8,17 % pour le site (c.a.d. Marc Dorel) et 30 centimes pour le commerçant-dépôt pour chaque colis distribué. Bref, le patron se prend 8 % sur l'ensemble des produits vendus en France en restant assis devant son écran, le grouillot de l'étape 10 % de la vente locale mais se tape tout le boulot de récupération des produits et de leur emballage, et le commerçant-dépôt ne gagne quasi rien alors qu'il prête sa chambre froide pour le stockage et



L'éco-déforestation qui vient

Les granulés, ou pellets, et les plaquettes de bois broyé ont de plus en plus le vent en poupe pour le chauffage individuel ou collectif, la biomasse est dans toutes les bouches, mais à qui profite le crime ?

Le petit texte qui suit, paru dans le journal CQFD d'octobre 2014, pose très clairement les problèmes que génère cette nouvelle industrie.

LA DÉFORESTATION DU TESTET ne s'est pas tant faite à coups de tronçonneuses que d'énormes machines (abatteuses et broyeuses) transformant instantanément la forêt en un lit de copeaux.

C'est plus rapide et plus rentable, mais il importe de souligner que ces nouvelles méthodes sont intimement liées au développement de nouvelles technologies de « chauffage écologique ».

Depuis quelques années, de nouveaux poêles à biomasse apparaissent, alimentés automatiquement à l'aide de granulés ou de plaquettes de broyat de bois.

Pratique pour celles et ceux qui n'ont pas envie d'alimenter leur poêle toutes les deux heures, et, quand on connaît les nuisances liées à l'énergie nucléaire et à la pétrochimie, apparemment plus écologique.

Mais en réalité, le passage de la bûche au granulé, de l'alimentation manuelle à celle automatique, transforme le bois en un combustible aussi fluide que le mazout.

Et cette automatisation en aval de la filière « bois de chauffe » implique son industrialisation en amont : plus besoin d'abattre les arbres à la main, il suffit de les broyer à la machine. Seulement, il faut pour cela des parcelles de bois suffisamment vastes.

De même que l'industrialisation de l'agriculture a supposé le remembrement des champs, il faut aujourd'hui remembrer les forêts françaises pour en industrialiser l'exploitation – et nos décideurs s'en chargent.

Encore une fois, le recours à de nouvelles techniques pour conjurer la crise écologique ne fait que l'aggraver. Et tout cela permet l'essor de nouvelles filières industrielles pour que le capital prospère à l'infini. Amis des forêts, gare aux poêles à granulés !

C. P.



→ délivre les colis. Quand je parle de patron, c'est une image, car les responsables de secteurs sont en général des auto-entrepreneurs et non des salariés, à eux de bosser et de prendre des risques.

Contrairement à l'argumentaire de présentation mettant l'accent sur la valorisation de la production locale, les fournisseurs peuvent se situer dans un rayon de 250 km autour du point de retrait. Contrairement à ce qui est dit dans l'article de *La Montagne*, dans la région de Clermont-Ferrand les points de retrait des colis sont des hypermarchés !

Toujours plus loin

En approfondissant ce sujet, j'ai découvert le concept de « locavore » et de « locavorisme » pour définir toute personne consommant des fruits et légumes de saisons produits dans un rayon de 250 km autour de leur lieu d'habitation. Un rayon de 250 km ça fait quand même un diamètre de 500 km, si c'est ça manger « local » les camions n'ont pas fini de sillonner les routes pour nous approvisionner. Il est certain que les locavores doivent être des « consomm'acteurs », autre néologisme qui pue l'idéologie

citoyenniste, c'est-à-dire les bonnes idées participatives qui permettent au système capitaliste de se porter de mieux en mieux dans une logique « gagnant / gagnant ».

Nous sommes très loin de la démarche fermière dont s'est fait le porte-parole l'éleveur Alain Rousseau, interviewé dans le précédent *Creuse-Citron*.

De plus en plus, Internet rime avec internement.

PATRICK FAURE

La contestation enfumée

Le projet industriel de centre d'engraissement de Saint-Martial-le-Vieux possède trois aspects indissociables : finition de broutards en jeunes bovins en stabulation, production d'électricité via des panneaux solaires et méthanisation des effluents. Son caractère industriel tient à sa taille : capacité de 1 000 veaux pour sortir 1 500 jeunes bovins par an, 15 000 tonnes d'effluents à traiter, 50 éleveurs associés.

LA PRESSE s'en est fait régulièrement l'écho dès 2011, en février 2013 *Creuse-Citron* (n° 35) a publié un article très précis sur le sujet. Depuis, aucune réaction de contestation. Il a fallu que la caravane de convergences des luttes contre les projets inutiles en route vers Notre-Dame-des-Landes en juin 2014, fasse étape sur le plateau de Millevaches, lançant un débat sur la ferme des 1 000 vaches de la Somme pour que le sujet soit abordé.

Le 21 novembre, le préfet inaugurerait la première phase des travaux : voirie, dalles de béton et ossature du premier bâtiment.

Le projet se concrétise et devient irréversible, il est temps d'intervenir et de s'y opposer !

Le 24 novembre, la Confédération paysanne, au nom d'un « Collectif "en cours de constitution" contre l'agro-industrialisation du plateau de Millevaches », a lancé une invitation à débattre sur le sujet, à Peyrelevade. La Conf, qui a mis plusieurs années à oser avoir une position un peu critique sur ce projet, a mené le débat dans une optique tellement consensuelle qu'on s'est demandé quel serait le but de ce collectif.

Des élus du PNR (Parc naturel régional du plateau de Millevaches) ont fait preuve de leur incurie : au courant de rien et n'ayant pas d'idées sur la question. Le PC, le Front de gauche et EELV ont vendu leur salade. Bref, beaucoup de professions de foi, mais aucune perspective d'action.

Nous doutons fortement qu'un collectif soit né. Nous n'avons jamais ressenti la dynamique accompagnant généralement la naissance d'un collectif, qui, pour nous, est un outil d'actions concrètes où la légitimité de l'action permet à des individus et des organisations différentes de se fédérer, en oubliant leurs divergences.

Paradoxalement, ce sont des éleveurs porteurs du projet qui ont eu le discours le plus clair : ayant lancé un projet qui les dépasse au niveau financier, ils reconnaissent se retrouver pieds et poings liés avec la SVA Jean-Rozé (filiale viande d'Intermarché) qui achètera toute la production mais fait partie des actionnaires de la société gestionnaire (SAS Alliance Millevaches), avec les sociétés gestionnaires des panneaux solaires et de l'hypothétique méthaniseur.

Le projet a été particulièrement poussé par la Communauté de communes qui se trouvait dans « l'obligation » de dépenser une manne financière due par le ministère de la Défense au titre de compensation à la baisse d'activité du camp de La Courtine.

Bref, voulant valoriser localement leur production, les éleveurs concernés vont surtout valoriser les actions d'Intermarché et des autres sociétés rapaces qui prospèrent au nom de l'écologie.

Revenons un peu sur la méthanisation

Dans le projet du centre d'engraissement, validé en janvier 2013 par le préfet, les effluents devaient être traités, soit par épandage sur des terres agricoles, soit par compostage, soit par méthanisation sur le site d'Ussel (Corrèze). Aujourd'hui, le méthaniseur d'Ussel a du plomb dans l'aile et la SAS Alliance Millevaches fait état d'un projet de méthaniseur sur le site qui traiterait les 15 000 tonnes d'effluents, 2 000 tonnes de déchets verts et des déchets agro-alimentaires (transportés en camions).

L'électricité produite partirait sur le réseau EDF et la chaleur serait utilisée soit pour une unité de fabrication de pellets, soit pour dessécher les tourteaux résiduels de la méthanisation et en faire du compost sec. Rien de précis : après pas mal d'investigations, on ne trouve trace nulle part de ce projet. Rien ne dit qu'il verra le jour et ainsi les 15 000 tonnes d'effluents devront être épandues ou compostées, mais où et pour qui ? Qui a, localement, la capacité d'absorber de telles quantités ?

Il est vrai que les gros projets de méthanisation creusois sont de vrais serpents de mer. Celui de Guéret, par exemple, dont nous avons déjà parlé, vient de faire une nouvelle réapparition. Ce projet devait, initialement, régler le casse-tête des ordures ménagères et produire de la chaleur pour



des bâtiments publics, ambition tout à fait louable, du moins sur le papier.

Aujourd'hui, la mairie de Guéret, pour chauffer ces bâtiments publics, fait construire une usine de cogénération fonctionnant au bois et qui va contribuer à la déforestation du Plateau de Millevaches.

Abiodios pourra-t-elle encore traiter les ordures ménagères que le Siers entend traiter autrement (voir *Creuse-Citron* n° 39) ? En tout état de cause, le projet a été revu à la baisse et sa justification, maintenant, serait, par la chaleur produite, de permettre la culture d'une micro-algue, la spiruline. La spiruline, qui se vend dans les magasins bio au prix du caviar, est parée de toutes les vertus diététiques et constitue pour des écolos-bobos néo-colonialistes la solution finale au problème de la faim dans le monde. La mal-bouffe n'est pas le privilège de Maquedos et consorts.

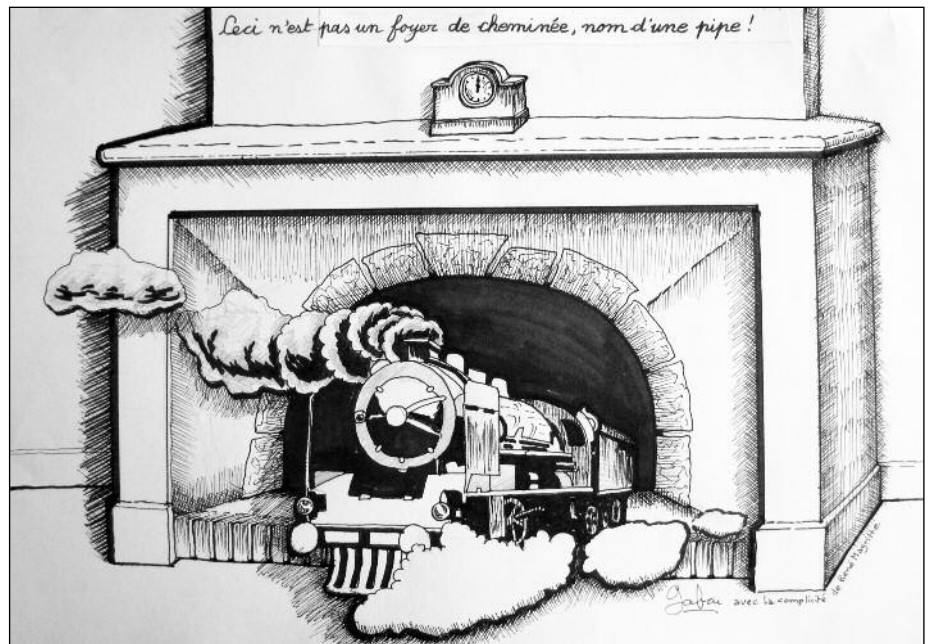
De projets en projets, nous constatons que les idées de structures à taille humaine, de circuits courts, de production pour la consommation locale, de respect de la bio-diversité, etc., sont au centre des préoccupations des responsables politiques locaux.

Drôle de rêve que de vouloir transformer la Creuse en une ferme industrielle géante, produisant du résineux, de la bidoche et distillant de la merde dans des hauts-fourneaux pendant que des esclaves défoncent le paysage à la recherche d'or.

PATRICK FAURE

Les experts expertisent...

alors experticon
comme la Lune !



Je suis un expert! C'est en tant qu'expert que j'expertise que je suis un expert! C'est dire! Quand un expert expertise on écoute et on la ferme! Attends voir, j'expertise et j'expectore ce qui prouve qu'un expert peut, s'il le veut, faire 2 choses à la fois. Ça mérite le respect!

AMI, entends-tu le vol noir
[des Bobo-zécolos sur la plaine?

Ami, entends-tu les cris sourds
[du pays qu'on enchaîne?

Ohé, partisans, ouvriers et paysans,
[c'est l'alarme!

V'LA T'Y PAS que la Bobolandie écologiste est atteinte du syndrome Tchernobyl, tu sais, celui qui frappa cruellement l'humoriste expert nucléophile Pellerin qui, expertisa que nos frontières étaient imperméables aux miasmes explosifs, venus de chez les Barbares ukrainiens, quand ceux-ci

nous amusèrent avec leur inénarrable centrale. Bref! Les bobos-bébés-de-babas-dic-tateurs, en veulent aux feux de cheminées.

Nos frontières sont tellement imperméables que, interdire les feux de cheminées en France, va résoudre le problème des particules fines planétaires. C'est chouette! Ces burlesques ahuris, atteints du crétinisme ambiant, vont résoudre les graves problèmes écologistes de la planète. Ça fout la trouille. Déjà, interdit le chant du coq aux mâtines, le braie de l'âne joyeux et bandant, l'odeur du tas de compost. Seuls les avions de merde – qu'ils prennent volontiers pour exposer leur autosatisfaction benoîte aux yeux de ces peuplades qui profitent de leurs largesses de touristes solidaires et éthiques: là, pas de souci! Leur quinoa et la plupart de leur bouffe éthique et tic et colégram, biocoops exploiteuses de misère et tueuses d'espoir, et d'autonomie alimentaire. Là, pas de souci! Le tourisme, cause d'une des plus grandes pollutions colonisatrices mondiales. Là, pas de souci! Mais les feux de cheminée? Là? *Vade retro flambanas!* Sort de mon corps pur, bouseux rétrograde, cache ce feu que je ne saurais voir! Partout, en Europe, de préférence en montagne, là

ou ça grimpe le plus, des-passionnés-de-trains-à-vapeur-remis-en-valeur- dans-leur-juste-authentique-d'alors, de dans le temps, ou d'autrefois, enfin d'avant! Vas-y que ça fume, éructe, crachouille et crachote à qui mieux mieux! Là, ça fait venir le bobobéat-épris-d'authentique. Là, ça rapporte de l'artiche. Là, ça touristique. Là, ça ne particule que du nostalgique. Non, le but des bobos est, après avoir colonisé tous les centres-ville, de vouloir imposer leur suffisance dans les campagnes qui, certes, ne sont pas parfaites, loin s'en faut! mais qui ne leur appartiennent pas, c'est pas gagné les cocos! Allez faire vos cochonneries dans vos centres-ville, confinez-vous dans votre milieu étriqué et cuistre. Personne n'a besoin de vous, les nouveaux gourous missionnaires sectaires! Laissez-nous puer et tousser à volonté, nous rouler dans notre fange qui renifle meilleur que vos corps lustrés, épilés, homogénéisés et désodorisés bioéthique! Laissez-nous puer et nous enfumer, pour ça pas besoin de vous! Caltez!

C'était la rubrique: Les experts nous désespèrent.

GABAR

Abonnement à Creuse-Citron

Les frais d'envoi postaux sont de 1,25 € par numéro. *Creuse-Citron* étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts.

1 an (4 n°) = 5 € (frais de port) + ... (prix libre) / 2 ans (8 n°) = 10 € (frais de port) + ... (prix libre)

20 ans (80 numéros) = 100 € (frais de port) + ... (prix libre)

Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir, libellez votre chèque à l'ordre de *Citron Libre* et adressez-le à *Creuse-Citron*, BP 2, 23000 Sainte-Feyre.

Un 11 Novembre énervé à Gentioux

Le train-train habituel du 11 Novembre à Gentioux fut quelque peu perturbé cette année. En effet, les événements tragiques de Sivens, avec la mort de Rémi, s'invitèrent à la fête sans en avoir demandé l'autorisation. Des habitants réunis lors d'une Assemblée populaire du Plateau avaient décidé de venir lire une déclaration (voir ci-contre) à grand renfort de banderoles ainsi que de gerbes à la mémoire de Rémi et de panneaux mentionnant d'autres morts par les forces du désordre, ceux-ci apposés sur le monument. Manifestement, ce ne fut pas du goût de tout le monde... aussi quelques échauffourées s'en suivirent.

Ils ont tué Rémi Fraisse, Maudite soit cette paix !

NOUS, habitants de la Montagne Limousine réunis en assemblée, avons décidé de rendre hommage à Rémi Fraisse à l'occasion de la cérémonie de commémoration de la boucherie de 1914-1918.

Rémi Fraisse, jeune opposant au barrage de Sivens dans le Tarn, est tombé sous le coup d'une grenade offensive de la Gendarmerie nationale, le 26 octobre dernier. Une grenade qui descend directement des grenades utilisées dans les tranchées de 14-18.

Cet événement tragique n'est pas, contrairement à ce que les instances de police, de gendarmerie ou le gouvernement assènt, un dérapage, un malencontreux accident: il est le résultat d'une stratégie de tension de longue haleine.

De Valognes au Chefresne, de Notre-Dame-des-Landes à la ZAD du Testet, comme auparavant à Villiers-le-Bel ou Clichy-sous-Bois, on ne compte plus le nombre d'yeux perdus, d'éclats de bombes dans les jambes, les thorax, les bras, les crânes, le nombre de mâchoires cassées

par les flash-ball et autres armes. Ces armes, soi-disant «non-létales» incarnent cette stratégie bien éprouvée du «en frapper un pour en apeurer cent». Cette stratégie, en temps de paix, vise à pousser le plus grand nombre à toujours préférer rester chez soi que de risquer d'être pris pour un fauteur de trouble et traité comme tel. Maudite soit cette paix !

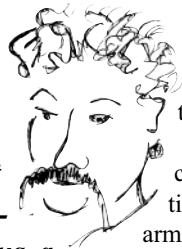
Pour justifier l'usage d'armes de guerre et la mort d'un manifestant, les forces de l'ordre, leurs commanditaires et tant de «médiats», brandissent l'image de la «violence» des manifestants. Il ne peut y avoir de commune mesure entre ceux qui, en tant de circonstances de luttes diverses, prennent le parti de contre-attaquer et ceux qui, par profession, et avec des moyens militaires, défendent l'ordre présent.

La police a tué Rémi Fraisse, comme elle aurait pu tuer n'importe laquelle, n'importe lequel d'entre nous, dans des circonstances semblables. Ici comme ailleurs, cela ne peut rester sans réponse.

**Maudite soit la Guerre,
maudite soit cette Paix qui tue !**

Texte de l'Union pacifiste, groupe du Limousin

**JE DÉDIE CES MOTS
à un ami de ce
monument réfractaire,
Jean Nicolaï, qui n'est
pas ici aujourd'hui uni-
quement parce qu'il nous a
quittés le 23 octobre, trois jours
avant Rémi Fraisse.**



dans cette mortelle religion patriotique et contre les monstrueux meurtres causés par les généraux.

L'Union pacifiste incarne depuis cinquante-quatre ans le refus inconditionnel de la guerre, l'abolition des armées (écoles du crime), le rejet de la production et du commerce des armes (causes premières des conflits). Autour du droit au refus de tuer et de l'opposition en toutes circonstances au port des armes, l'UPF regroupe les pacifistes strictement indépendants, au-delà de toute conviction philosophique, religieuse ou politique.

Le 5 avril 2014, à la Maison du peuple de Limoges, avec la Libre-pensée 87 et le Centre international de recherches sur l'anarchisme du Limousin, a eu lieu un

Tribunal «Russell-Desproges» pour juger les généraux, premier acte de sabotage de ces cérémonies du centenaire, qui dénie la réhabilitation aux fusillés, insoumis et déserteurs.

Seize généraux de 14-18 ont été condamnés pour leurs crimes contre l'humanité, à l'aide de rapports sur les contextes juridiques, historiques et sur de multiples aspects oubliés dans cette production industrielle de montagnes de cadavres (dont les crimes des médecins militaires, les nombreuses fraternisations, etc.).

Alexandre Croix (journaliste insoumis exilé en Suisse en 1939 et mort en 1976) cite dans *Liberté* de janvier 1968 (le journal qui était animé par Louis Lecoin) les chiffres du service historique des armées (SHA)

L'UNION PACIFISTE DE FRANCE (UPF) est la section française de l'Internationale des résistants à la guerre (IRG). L'IRG a été fondée en 1921 par des objecteurs et insoumis à la Première Guerre mondiale, qui s'étaient dressés contre l'embrigadement



sur 118 cas de régiments mutinés. Pour la seule année 1917, les Conseils de guerre prononcèrent 50900 condamnations (soit 16257 de plus qu'en 1916), dont 38315 au titre des armées et 12585 au titre de l'intérieur, car les condamnations pour terroriser pleuvaient aussi à l'arrière !

Toujours pour 1917, Alexandre Croix note 1317 désertions à l'étranger (contre 885 en 1916) et 27579 désertions à l'intérieur (contre 15745 en 1916). Donc près de 30000 désertions (chiffres du SHA) sont à rapprocher avec les 20000 objecteurs de conscience reconnus au Royaume-Uni à partir de l'instauration de la conscription en 1916.

De mai à octobre 1917, lors des six mois les plus actifs de la répression, le SHA enregistre 23385 condamnations, dont 411 à mort. 55 de ces « damnés de la guerre » sont passés par les armes, dont 7 sur le champ selon la volonté expresse du « débonnaire » Pétain et 48 après des pourparlers entre l'état-major et l'Élysée.

Roger Monclin (1903-1985), un des fondateurs de l'UPF, a toujours exigé la réhabilitation des réfractaires à l'armée. Il précise que la justice militaire pendant le premier conflit mondial a été une jolie suite d'infamies, dans laquelle la répression de masse des mutineries n'a été organisée spectaculairement que pour mieux terroriser les poilus.

Un exemple : en septembre 1914, Eugène Bouret, vigneron de 27 ans, artilleur victime d'une commotion cérébrale, est fusillé pour un abandon de poste fictif. Il aura fallu trois heures pour le condamner et trois ans de lutte pour le réhabiliter (en août 1917).

Il est surprenant que l'on punisse les soldats, mais qu'on ne poursuive pas les généraux, vrais saboteurs de la défense nationale. En 1914, ils ont failli les premiers avec des plans de bataille ne tenant compte ni des réalités humaines ou matérielles, ni des objectifs imprenables avec offensives à répétition et des assauts sans appui d'artillerie.

Selon le Limousin Léon Betoulle, « c'est avec de la bonté, de la clémence et de la justice intelligente qu'on arrivera à ramener le calme, mais surtout pas avec les condamnations des conseils de guerre qui démoralisent et révoltent les soldats » (*JO* du 29 juin 1917). « Il y a eu trop de fautes [des généraux] pour que l'amnistie la plus complète ne soit pas accordée », déclare Paul Meunier le 16 octobre 1919. « Si vous frappez les soldats lorsqu'ils se mutinent contre leurs chefs, ne ferez-vous, par contre, rien à ces chefs lorsque, sans raison, sans délai et sans jugement, ils font assassiner leurs soldats ? », dit Léo Bouyssou (1872-1935).

Les innombrables assassinats sommaires de soldats étaient d'initiatives locales, exécutés plus ou moins discrètement par des chefs d'unités, qui s'en lavaient les mains en rédigeant de simples comptes rendus de routine auprès de l'échelon supérieur, où les affaires étaient suivies avec l'impavidité administrative routinière et cannibale des Joseph Joffre, Robert Nivelle, Ferdinand Foch et autres drogués à la religion patriotique, ivres de sacrifices humains.

La liste sur ce monument est à compléter aujourd'hui des noms des tués par la police et la gendarmerie, au cours de la guerre de terreur sociale qu'ils mènent contre les citoyens.

Le gouvernement honore encore ces massacreurs, ce qui *a contrario* n'est pas le cas, parmi des milliers d'autres pacifistes, de Louis Lecoin, réfractaire à toutes

les guerres (emprisonné en 1914 pour sabotage de la mobilisation).

Constatons que sont ignorés, par les municipalités, dont Gentioux, tous ces pacifistes qui ont sauvé dans la discrétion tant de vies humaines, en exerçant leur droit au refus de tuer et en résistant à la terreur aux côtés de toutes les victimes, durant les guerres mondiales ou locales. Qui soutient les actuels déserteurs des « opérations extérieures » ?

Le 1^{er} décembre 2014, Journée internationale des prisonniers pour la paix, nous aurons une action particulière pour les déserteurs d'Érythrée, déportés en mer Rouge, sur l'île désertique de Sawa. Depuis 1990, la politique militariste à outrance du dictateur Issayas Affeworki, incorporant garçons et filles dès l'adolescence et déstabilisant, avec ses commandos, les pays de la Corne d'Afrique à la Côte d'Ivoire, a fait passer la population érythréenne de quatre à trois millions !

En France, ce 26 octobre, après trop de blessés par *flash ball*, l'assassinat de Rémi Fraisse par une grenade offensive de gendarmes encagoulés à Sivens (Tarn) rappelle celui des déserteurs tirés comme des lapins par leurs collègues de 1914 à 1919. Un de ces gendarmes est, sans vergogne, venu parader ici avec trois collaborateurs armés. Les militaires assassinent et terrorisent. Ne soyons jamais complices de ces fonctionnaires !

Venus ici pour exprimer notre fidélité envers l'orphelin de Gentioux, nous levons le poing et crions notre indignation devant cette impunité de plus de cent ans des fonctionnaires de la Défense nationale : un ministère inutile et dangereux, à abolir de toute urgence.

Maudits soient les généraux !

Maudits soient les profiteurs de guerre !

Vivent les déserteurs de tous les pays !

RENÉ BURGET

Union pacifiste, groupe du Limousin
58, rue du Chinchauvaud
87100 Limoges



À Gentioux : politique de la malveillance

« ILS NE SONT PAS D'ICI et il n'y en a que pour eux. » C'est sur cette ligne politique chaleureuse qu'a été élue, au printemps dernier, la liste de Dominique Simonneau, aujourd'hui maire de Gentioux. Mais qui « ils » ? Vous habitez une yourte, une cabane ? Vous travaillez à petite échelle et tâchez de vivre du fruit de votre travail ? Vos enfants s'instruisent sans fréquenter l'école de la République ? Vous prétendez commercer, participer à la vie locale ? Eh bien, vous êtes en tort, et vous devez partir.

Cette hostilité a une histoire, à Gentioux comme ailleurs, faite d'initiatives malheureuses, d'étrécissement d'esprit, de peurs surtout et d'incompréhensions. Reste que le rôle d'un élu, et l'intérêt d'une commune, ne devraient pas être de réveiller la malveillance.

« Ils doivent partir. » Ces mots ont été prononcés à l'encontre d'une famille de paysans-boulangers, installée au lieu-dit le Peux-du-Tour, particulièrement visé par la vindicte. Leur pain rendrait malade, et leur fournil serait hors-la-loi. Même chose pour la ferme et le fromage des voisins. (À ce sujet, lire l'article de Pascal Durand, *IPNS* n° 48). Et rien n'y fait, ni les démentis, ni les visites et dégustations proposées. Jusqu'au coup bas porté à la ferme du Peux-du-Tour.

Pascal et Mélanie y travaillent sur douze hectares, achetés pour s'installer. Chèvres et vaches y pâturent en petits troupeaux et la traite se fait à la main. Pascal, fils d'agriculteur, a déjà pâti de la logique des aides agricoles. Aussi montent-ils la ferme avec le RSA comme seul argent public. Huit ans plus tard la perspective d'accéder à de nouvelles terres leur permet de s'en passer, ce qu'ils font. La famille s'en porte bien, la ferme tourne, qui plus est dans les clous (contrôles vétérinaires, analyses de la fromagerie...). Et voilà que 23 ha qui leur était destinés, avec l'aval des administrations concernées, leur passent sous le nez, remettant en cause leur autonomie. La manœuvre municipale : sortir ces terrains du régime agricole pour les faire retourner au régime forestier, sous contrôle de l'ONF. L'autonomie dérange, et cette décision nourrit un climat déjà détestable.



Une mairie vigilante

Un appel au rassemblement circule. Il aura lieu le 5 décembre, place du Monument. Il y a ce soir-là conseil municipal.

Depuis les élections, des habitants se relaient au conseil pour soutenir les deux conseillères de l'autre liste. Tandis que ces dernières rapportaient à leurs « collègues » la raison de la présence, dehors, d'environ deux cents personnes, les dits collègues discutaient entre eux... Sur la place, différents habitants ont pris la parole. Un texte lu en préambule donne le ton de leurs interventions. En voici un extrait :

« Il y a 30 ans, des élus de Gentioux-Pigerolles et des communes voisines refusaient la désertification annoncée de leur territoire et s'unissaient pour soutenir toutes initiatives d'installation sans jugement, ni discrimination et en étant au plus près des habitants. Cette démarche a permis l'installation durable de nouveaux habitants sur la commune. Aujourd'hui ils y vivent, y ont développé des activités ou portent des projets économiques, sociaux ou culturels.

Nous pensons que cette dynamique locale qui reste cependant fragile, mérite d'être soutenue et poursuivie. Nous sommes inquiets de la remise en question systématique par la municipalité de ces initiatives personnelles, professionnelles culturelles et associatives, portées par des habitants de notre commune.

Je ne citerai que quelques exemples pour illustrer notre propos :

- **la demande de radiation des listes électorales**, peu de temps avant les élections municipales, de 6 habitants, contestant ainsi leur droit de vote. Le Tribunal, en date du 11 février 2014, a rejeté la demande de M^{me} Simonneau et aucune inscription n'a été annulée ;

- **l'ignorance des conclusions des différentes consultations de la population** menées par la précédente municipalité : étude d'urbanisme, réflexion collective sur la reprise de l'épicerie. (Les conclusions et les perspectives des commissions « développement, foncier, habitat alternatif et habitat » récemment organisées par la municipalité n'ont pas été rendues publiques.) ;
- **l'absence de soutien à une boutique de producteurs locaux** portée par une association de la commune ;
- **l'entrave à l'installation d'une famille de paysans - boulangers**,

porteuse d'un projet d'activité économique agricole ;

- **l'annulation d'un bail à ferme** concernant un projet d'installation agricole pour une production de noisettes ;

- **la remise en cause et l'absence de soutien à un projet d'Espace de Vie Sociale**, porté par une association et pourtant soutenu par la CAF ;

- **le traitement inégalitaire des habitants** avec une distribution sélective de la lettre de la commune ;

- **le contenu partiel et biaisé des informations municipales** contenue dans cette même lettre, rédigée par M^{me} le Maire.

- **la remise en question de la pérennité d'une exploitation agricole**, par la demande de conversion de 23 ha de pâtures agricoles en parcelles forestières [...] ».

À la mi-décembre s'est tenue une réunion en présence des différentes administrations (MSA, DDT, ONF, etc.). Convoqués par la sous-préfète, Pascal et Mélanie ont été plus sermonnés qu'écoutés, et surtout sommés de ne rien dévoiler de la réunion...

Depuis, ils envisagent de partir, laissant derrière eux des années de travail et de recherche d'un quotidien vivant et généreux. Les voisins boulangers s'installent dans un autre village, un troisième a déjà quitté le canton. Une association a été créée pour défendre les habitants de tout abus de pouvoir, démentir les rumeurs, tenter de renouer le fil de dialogues difficiles.

Au lendemain des élections, on pouvait lire cette inscription sur la route : « Laissez-nous mourir en paix. » Triste paix à vrai dire, mais l'équipe municipale est en place et on voit mal, pour l'instant, ce qui pourrait lui faire entendre raison.

D. L.

Depuis les yourtes de Bussière- Boffy...



Bonjour à tous,

Nous, habitants des yourtes de Bussière-Boffy en Haute-Vienne, attaqués depuis sept ans par le maire de notre commune en raison de notre habitat insolite, victimes de nombreuses procédures et discriminations quotidiennes, souhaitons informer toutes les personnes qui ont soutenu notre cause, durant ces longues années de résistance, de la situation actuelle de nos familles.

Nous vous remercions tout d'abord d'avoir toujours cru en la légitimité de notre mode de vie, basé sur la sobriété volontaire et le respect de l'environnement.

Après toutes ces années, et malgré les nombreuses procédures qu'il a perdues, le maire de la commune a été réélu et a continué à nous harceler, ainsi que ceux des habitants du village qui nous soutiennent, et à nous rendre la vie impossible.

De son côté, l'État a montré que notre mode de vie n'avait pas droit de cité dans notre monde, bien qu'à notre époque tout démontre le contraire. Ainsi, le Parquet a fait appel, lorsqu'en 2013, le tribunal nous avait relaxés. Nous avons, comme vous le savez, et grâce au soutien financier de beaucoup d'entre vous, fait appel à la Cour de cassation pour donner un dernier espoir à toutes les familles vivant actuellement en yourte en France.

La procédure suit son cours et nous sommes défendus par un des meilleurs avocats de la Cour de cassation, Maître Spinosi.

Pour autant, ces procédures sont interminables et le climat de notre village est devenu de plus en plus irrespirable. Nous ne pouvons y développer aucun projet à long terme, car nous sommes systématiquement poursuivis en justice par le maire. La commune a dernièrement créé un PLU classant plus de la moitié de la commune en zone naturelle, bloquant toujours plus notre vie et nos activités... Or ici ce n'est pas la nature qui a besoin de protection, mais plutôt les habitants, pour que cette région, menacée de désertification, reste vivante. Ce n'est un secret pour personne que ce PLU n'est qu'un prétexte pour geler nos droits sur la commune; avec de nombreux habitants de la commune, nous avons d'ailleurs

déposé un recours administratif (ça commence à devenir une routine ici !) contre ce plan local d'urbanisme.

Pour toutes ces raisons, et bien que les procès ne soient pas terminés, nos trois familles habitant en yourtes, acculées, ont démonté leurs habitats et partent vivre ailleurs.

Ces terrains redeviendront des friches, nous n'entendrons plus les enfants y jouer, seul un hérisson venu hiberner sous une des yourtes y habite encore... sans permis de construire...

Bref, c'est un village qui meurt.

Malgré tout, le procès peut encore être gagné, du moins si les juges de la Cour de cassation ne s'effraient pas de créer une jurisprudence en comblant un vide juridique.

Dès que nous en saurons plus à ce sujet, nous vous préviendrons.

Nous voulons ajouter ici que la loi ALUR (loi sur le logement de Cécile Duflot), censée légaliser l'habitat en yourte, n'aura que peu d'effet concret sur la vie des habitants des yourtes en France, car nous habitons pour la plupart des terrains inconstructibles, ne sommes pas reliés aux réseaux d'eau et d'électricité et ne recevons que très rarement le soutien des autorités locales, nécessaire dans cette loi.

Pourtant, toutes ces particularités font notre force, car elles nous rendent autonomes, et c'est ce qui fait peur à l'État.

Nous espérons que la petite graine de conscience que possède chacun d'entre nous finira un jour par prendre le dessus sur les abus de pouvoir des dirigeants, car ce que nous avons défendu à Bussière-Boffy, et que nous défendons partout ailleurs, est tout simplement le droit de vivre, ou plus particulièrement le «vivant».

Bonne vie à vous tous.

LES YOURTES DE BUSSIÈRE-BOFFY
<yourtesbussiere@gmail.com>

Éloge de la ZAD

Depuis le 25 octobre 2014, la dernière zone humide d'importance du bassin du Tescou a retrouvé sa tranquillité... plus d'engin, plus de flicaille.

LES GAZ BALANCÉS par les forces armées de l'État français sont retombés. On peut voir clairement la forêt mutilée et un espace grillagé que les bras armés «devaient défendre» le week-end de la mort de Rémi Fraisse. Ce carré grillagé est entouré de tranchées larges et profondes. Une partie de la D132 a disparu et le terrain s'affaisse par endroits de tant de blessures... Au milieu de ce paysage dévasté, un petit mausolée a été érigé en hommage à Rémi, à l'endroit même où il est tombé, mort sous l'explosion d'une grenade.

L'ambiance y est actuellement plutôt sereine et les opposants s'organisent afin d'occuper les lieux à travers divers ateliers et activités. De la construction d'habitats en tout genre à la mise en place de potagers, en passant par le nettoyage de la zone et par l'insertion d'animaux d'élevage.

Je me suis rendue au Testet fin août afin d'empêcher les travaux de déforestation de commencer, j'y suis restée dix jours.

Lorsque les machines sont arrivées le 1^{er} septembre, escortées par une armada de 40 fourgons de flics, l'opposition sur place n'était pas en mesure d'empêcher ces destructeurs d'entrer sur leur zone de chantier.

Les manipulateurs d'informations locales ne se sont pas privés de faire un rapprochement avec la ZAD de Notre-Dame-des-Landes et ses dangereux blacks blocs «venus en découdre avec les forces de l'ordre». Les gendarmes pensaient se retrouver face à une opposition très violente et visiblement s'attendaient à une mobilisation plus importante sur la zone de chantier. Quoi qu'il en soit, les ordres restent les ordres : intimider tous ces gens qui veulent défendre leur environnement et qui veulent dénoncer toutes les saloperies qui en découlent.

La pression qui règne sur la zone est alors le résultat de violences psychologiques et de violences physiques ; talkies-

walkies évidemment piratés par les condés, tirs de grenades lacrymogènes, tirs de grenades de désencerclement, agents du PSIG (Pelotons de surveillance et d'intervention de la gendarmerie) coursant les opposants dans les bois, flics caressants leurs tonfas et/ou leurs grenades... allant jusqu'à jouer avec les tronçonneuses pour ajouter un peu de stress au niveau des barricades. Un après-midi, alors que nous étions calmes derrière une barricade, sans nous montrer aux robocops, ceux-ci se lassant sans doute de tant de tranquillité ont décidé d'allumer une tronçonneuse quelques secondes, histoire que l'on se montre un peu.

Ajoutons à cela les bruits des engins déforestant non-stop toute la journée, ainsi que les bruits des arbres tombant, se faisant arracher. Des opposants pacifistes sont violentés, insultés, humiliés, subissent entre autres des tirs tendus dans les testicules pour les hommes et dans les seins pour les femmes...

Alors que certains médias parlent d'affrontements entre opposants et forces de l'ordre, manipulant bien les images et les informations afin de terroriser la population (au mieux) naïve, sur place la déforestation n'est que peu ralentie et les flics se promènent en chemisette sur la zone, casque sous le bras en disant clairement : «On sait que vous êtes pacifistes ici.» Ils prennent leur pause dans les bois pour pique-niquer et laissent leurs déchets sur place ou dériver dans le courant du Tescou ! Restant toujours hermétiques à tout discours avec les opposants, mais respectant bien leurs ordres : empêcher tout opposant de s'approcher des engins et des bûcherons.

Les quelques opposants qui ont réussi à approcher ces bûcherons ont pu constater que ces derniers ne comprenaient pas le français. Ils ne semblaient pas comprendre l'agitation qui les entourait et ils n'avaient pas vraiment l'air dérangés d'abattre des arbres qui risquaient de tomber sur d'autres arbres où des opposants s'étaient établis. Beaucoup de ces grimpeurs resteront dans les branches toute la journée jusqu'au départ de la flicaille et des engins destructeurs. À cette date-là, les forces du désordre ne se donnaient pas encore la peine d'aller chercher les opposants dans les arbres.

Le 3 septembre, un petit groupe de flics en confiance s'est lancé sur le chapiteau basé sur le lieu baptisé *La Bouillonnante*. Ils ont gazé les gens qui s'y trouvaient afin de les disperser et de pouvoir accéder au sein même de ce lieu, qui nous servait plus ou moins de quartier général, afin de pourrir de leurs gaz des affaires personnelles, matelas, couvertures et nourriture sans oublier le matériel médical ! Ils ne se sont pas privés, ce jour-là, d'embarquer deux sacs à dos et quelques trouvailles faites dans la caravane. Allant jusqu'à blesser une opposante d'un tir tendu dans le ventre. Cette intrusion était illégale et injustifiée car aucune décision n'avait encore été prise concernant l'expulsion de ce terrain !

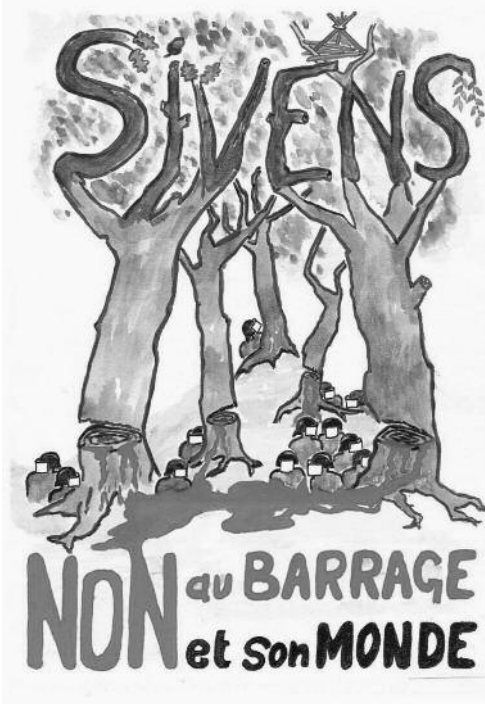
Le lundi 8 septembre 2014, l'arrivée des flics fut spectaculaire, ils étaient bien remontés et bien décidés à user de leurs armes. Mais quel plaisir de voir sur leurs faces, plus ou moins visibles, la surprise. Ce jour-là, en effet, le terrain de *La Bouillonnante* était officiellement expulsable et avait été grandement déplacé pour tenter d'éviter des affrontements. La D999 était bloquée par des véhicules et des citoyenistes déambulant. Un peu plus loin sur cette route, c'est un grimpeur posté sur un tripode qui bloque l'accès, puis encore des véhicules et des manifestants. Au niveau de l'accès du chantier, quatre opposants s'étaient enterrés jusqu'aux épaules entourés par d'autres camarades. Derrière eux, dans la vallée du chantier déjà bien entamé, des hurlements de loups et de singes venant des arbres encore debout tout autour d'un peloton de gendarmerie à pied, en reconnaissance... Le peloton a dû vite rebrousser chemin, poursuivi par un groupe plus nombreux d'opposants courant vers eux, bâtons en l'air, hurlant à la charge.

Dès ce soir-là, les engins sont restés sur le chantier jour et nuit sous surveillance policière constante, alimentant ainsi la pression sur place. Tout cela ne suffisant pas à nous faire partir, des chasses à l'homme nocturnes sont menées à l'encontre des opposants. Des témoignages circulent à ce sujet, relatant des violences physiques et psychiques : coups de tonfa, coups de rangers, insultes, humiliations, coupes de cheveux avant de se faire

embarquer en garde à vue! Ces témoignages dénoncent aussi une collaboration évidente entre des pro-barrages et des agents du PSIG lors d'une de ces chasses.

D'autres témoignages relatent d'autres agressions à l'encontre de personnes circulant sur les routes menant à la zone.

Dès le début de cette occupation policière permanente, le terrain fut aménagé d'une place forte grillagée, ne comptant qu'un unique accès par un pont menant à un grand et lourd portail. Cet espace est entouré de plusieurs tranchées (ou douves?) avec en face de l'unique accès, un terrain aplani ressemblant à un périmètre d'essais de tirs; c'est là que Rémi est mort! À côté de cette grande cage à poules, de l'autre côté d'une douve, il y a un point clairement élevé... par qui?



pourquoi? On ne sait pas vraiment. Les copains qui réhabilitent ce lieu l'on nommé *L'Altitude*.

L'axe routier, la D132, a été défoncé. Le terrain a été modifié, nivelé, transformé. De quoi me désorienter et me débecter complètement lorsque je suis retournée sur place le 24 novembre, cherchant les arbres que j'avais côtoyés quelques mois auparavant... J'essayais de trouver un rapport entre les plans du barrage prévu et la zone d'entraînement militaire devant laquelle j'étais assise...

CAMILLE

Beaucoup plus d'infos sur <http://tant-quilyauradesbouilles.wordpress.com/>



Maintenant que s'éteignent les diverses versions qui voulaient couvrir les raisons du meurtre de Rémi Fraisse par l'État – de l'élaboration du mentir-vrai qui tient lieu de discours officiel à la dissolution des responsabilités par gradation hiérarchique, «j'ai obéi, j'ai donné l'ordre d'obéir, on ne doit pas mettre en cause la volonté d'obéir» –, on ne peut pas s'arrêter à demander, même fermement, des démissions, une police mieux faite, etc.

CE QUI A ÉTÉ VISÉ dans la nuit de Sivens, c'est le scandale que représente l'existence même des ZAD et leur possible dissémination. Les ZAD et leurs partisans ne veulent pas uniquement empêcher un aménagement, mais y substituer autre chose et c'est l'audace de ce programme, aussi rudimentaire soit-il, qui commence à perturber les partisans du nihilisme de la croissance. Une ZAD est un territoire où des êtres décident de se passer des institutions pour construire leurs vies. Elle se constitue comme «zone à défendre», mais ses perspectives et sa raison d'être sont en réalité offensives car elle est aussi le lieu pour une opposition résolue au grand saccage

de l'aménagement, où peuvent s'expérimenter des relations humaines hors du cash, de la hiérarchie, de l'utilitarisme économique (écologique), en bref de l'unique pensée des obsessionnels du développement; le lieu où tente de s'élaborer une utopie à portée de lutte.

« Pour donner corps aux communaux, une assemblée saisonnière ne suffira donc pas, il s'agit de faire communauté. Si nous voulons parvenir à faire coexister les différents usages du territoire, les différents rapports au monde qui se déploient dans ce bocage, il nous faut créer des coutumes, des rites, des solidarités et des habitudes communes. Multiplier les moments de travail en commun, densifier les échanges et les solidarités, les dons et contre-dons qui font l'épaisseur de nos liens. Il faut pour cela construire d'autres espaces, expérimenter d'autres outils, d'autres pratiques, d'autres formes que les assemblées, même si ces dernières sont indispensables par ailleurs. Il nous faut approfondir les rencontres, les passerelles entre les mondes, et les amitiés improbables nées de cette lutte. »

De la ZAD aux communaux? Quelques pistes à explorer pour aller plus loin...
(texte circulant à Notre-Dame-des-Landes)

Sans conteste, ce genre d'idéal pratique et érigé en plate-forme commune pourrait cristalliser et fédérer bien des refus, des dégoûts que suscite cette société.

Pour en revenir au barrage de Sivens, la mise en commun des 184 retenues d'eau privées, totalisant trois fois la capacité du barrage, accélérerait le démantèlement nécessaire du totalitarisme industriel.

La possibilité d'une multiplication des ZAD est un véritable cauchemar pour la domination, et c'est pour cela qu'elle commence à mobiliser ses troupes citoyennes. À Albi, la FNSEA organise une manifestation pro-barrage et dénonce les zadistes comme «dijihadistes verts»; à Nantes, le lobby du BTP et son émanation associative défilent pour un démarrage immédiat du chantier accusant l'ACIPA et les Verts «d'être la vitrine légale d'un mouvement armé» (sous-entendu les zadistes); à Grenoble, les milieux économiques, coalisés sous l'égide de la Chambre de commerce et d'industrie, font passer en force le tourisme sous bulle de verre dans la forêt des Chambarans; à Carcassonne, les productivistes agricoles laissent derrière eux une banderole sur laquelle est écrit «Mort aux loups et aux écolos (les écolos en premier)».

Nul doute qu'avec le temps elles progresseront, appuyées par tous les représentants de la machine à gouverner, vers une définition plus exacte de ceux qui réellement dérangent. Nous progresserons aussi.

DES ZADOPHILES NON FANATIQUES
de Nantes, Grenoble, de Carcassonne
et d'ailleurs.

L'intérim : Une vie en pointillés...

Les patrons en rêvaient depuis des décennies. Ils imaginaient un grand vivier grouillant de chômeurs ne demandant qu'à travailler, une armée de réserve dans laquelle ils pourraient se servir au gré de leurs besoins, de leurs envies; grâce à la généralisation des emplois précaires flexibles jusqu'à la contorsion, c'est devenu une réalité. Les intérimaires représentent parfaitement cette classe de sous-prolétaires qui alternent périodes d'emploi et de chômage, et vont d'une entreprise à une autre. Voici pour illustrer cette réalité, le récit d'un intérimaire manutentionnaire employé dans une usine produisant du jambon et du pâté.

IL EST 17 H 30, la journée s'est écoulée tranquillement, sans travailler comme hier et avant-hier. Je me dis que je sortirais bien ce soir pour voir des amis, quand soudain le téléphone sonne. C'est l'agence d'intérim qui me propose une mission pour le lendemain à cinq heures du matin. Ça modifie un peu mes projets pour la soirée, mais ça fait quinze jours que je n'ai pas bossé, et il faut bien vivre de quelque chose; nourrir l'esprit ne suffit pas au bien-être, il faut aussi remplir l'estomac.

Le lendemain, arrivé devant l'usine, je récupère mon badge au poste de garde. Il me servira à la fois à franchir le tourniquet qui donne accès au site industriel, mais également à pointer pour l'embauche, la pause et la débauche. Passé l'entrée, en guise de bienvenue, une odeur de viande pourrie provenant de la petite station de traitement des eaux usées de l'entreprise me chatouille les narines. Heureusement ça ne dure pas car allez savoir pourquoi, à cet endroit-là, tout le monde accélère le pas. Une fois renseigné sur ma destination, je rejoins un vestiaire où je récupère l'équipement réglementaire, à savoir, une paire de chaussures de sécurité un peu justes, une combinaison trop grande, et pour terminer une charlotte bleue sur la tête. Attention, Bozo le clown vient d'enfiler son costume et s'apprête à entrer en piste!

Dans la salle de pause, les collègues attendent l'heure d'embauche presque sans se parler, le regard perdu dans un rêve ou le néant. Tous ces yeux mal réveillés se tournent vers le nouvel arrivant. Ce n'est pas très agréable de se sentir ainsi dévisagé, mais en fait le travail est tellement routinier, que la venue des nouveaux intérimaires constitue la principale attraction de la journée.

Ayant rejoint l'atelier, je fais connaissance avec mes équipiers. Une collègue souriante, en passant me glisse à l'oreille: «T'as de la chance, t'es tombé avec le plus pénible de la boutique...» Très vite, je



comprends que ce n'est pas une plaisanterie. La journée risque d'être longue, très longue même. J'ai pour compagnie un joli spécimen d'ouvrier de droite, dont la conversation ressemble à un journal télévisé entrecoupé par les blagues des grosses têtes... Le travail en lui-même n'est pas compliqué, il suffit de ramasser des sachets de jambon, les vérifier, les mettre en carton, puis envoyer le carton au collègue qui monte la palette; tout en assurant un rythme soutenu, car les sachets provenant de l'atelier de tranchage-conditionnement arrivent en cascade et, si je me laisse distraire, ça risque vite de s'accumuler et de déborder. Devant une telle abondance de charcutaille, je ne peux m'empêcher de penser à «la prise au tas» si chère à Kropotkine.

Même s'il ne fait que 4°C dans l'atelier, on peut très vite se retrouver à transpirer. Si la ligne s'arrête pour une raison quelconque, ça permet de souffler un peu, mais si ça dure plus de cinq minutes, on refroidit et on se les gèle. Lors de la journée de présentation de l'entreprise, le formateur nous avait dit: «Vous verrez, travailler dans nos ateliers réfrigérés c'est comme aller faire un séjour à la montagne.» Ouais, la beauté des paysages et le fun de la glisse en moins.

Soudain, à l'autre bout de l'atelier, un ramasseur hurle comme un perdu. Je m'inquiète. Que se passe-t-il? Il n'a plus de cartons moyens. C'est le drame. La ligne risque de s'arrêter. Le suspens est à son comble... Enfin, les cartons arrivent, il

était moins une. Le collègue se calme et reprend peu à peu une apparence humaine. De l'autre côté, une ligne s'est arrêtée suite à une panne. C'est un moment de détente improvisé, une petite récréation. Une ouvrière en profite pour grimper sur une palette. Perchée sur cette scène improvisée, elle se met à chanter à pleins poumons le premier couplet de *La Marseillaise*. Plus loin un petit groupe reprend le refrain en cœur. Je n'ai rien contre les chansons, bien au contraire, mais les paroles ordurières du chant patriotique écorchent mes oreilles sensibles. Que faire lorsque des esprits aliénés par un travail répétitif s'abrutissent devant le spectacle télévisuel, et finissent par se lobotomiser complètement en passant des heures à s'exciter sur une console de jeux vidéo?

Enfin arrive le moment de la pause, vingt minutes chrono. Un camarade a ouvert un sachet de jambon puis l'a passé au four micro-onde. Je regarde le résultat avec une grande curiosité: sur une alvéole en plastique déformée par la chaleur, trois tranches de jambon toutes ratatinées baignent dans une eau visqueuse légèrement blanchâtre, difficile d'imaginer qu'il s'agit de nourriture. Mon voisin de table semble pourtant se régaler.

Au bout de quelques jours, le contrat se termine, mission accomplie. Une fois de plus, je vide le casier qui n'est déjà plus le mien. Près de moi, un collègue embauché en CDI, dans la boîte depuis plus de vingt ans, se réjouit d'être en vacances; je le suis aussi en quelque sorte. C'est à nouveau un creux à durée indéterminée jusqu'à la prochaine période d'emploi. Demain, j'irai chercher ma fiche de paie à l'agence, je vérifierai bien qu'il ne manque rien. Comme les autres, je suis devenu un chasseur de prime: habillage, froid, panier, heures de nuit, fin de mission, congés payés, tout est bon à prendre et, s'il faut se vendre, autant que ce soit le plus cher possible.

Ainsi, en quatre mois, j'ai accumulé une dizaine de contrats de mission allant de quelques jours à trois semaines. J'aurai bientôt visité tous les ateliers de cette usine dont je commence à mieux comprendre les codes et le fonctionnement. Les naufragés du monde entier semblent avoir échoué dans cette boîte. Ici, les différentes ethnies se côtoient : Asiatiques, Magrébins, Africains, immigrés venus de l'Est... On parle un français teinté de forts accents entrecoupé de mots issus de diverses langues : de plus, avec le bruit des machines, la compréhension n'est pas toujours évidente. Même si l'ambiance générale tend vers un esprit de tolérance, les tentations du repli communautaire et du racisme ordinaire ne sont jamais bien loin. Et la différence des origines l'emporte souvent sur la conscience d'appartenir à la classe sociale des travailleurs – cette conscience salutaire s'étant dissoute dans le phantasme publicitaire. Sur le parking, beaucoup aiment exhiber une grosse berline allemande achetée à crédit, avec pas mal de kilomètres au compteur, mais



offrant encore une fière allure pouvant créer l'illusion de la réussite sociale. Chaque nouvelle acquisition devient une curiosité que tout le monde vient admirer. En tant qu'intérimaires, nous évitons de prononcer le mot « syndicat » ; d'ailleurs celui-ci ne s'intéresse pas vraiment à nous. Ici, les délégués se préoccupent surtout des embauchés et de leur avenir, car l'entreprise est en pleine réorganisation. Déjà, il se dit que la direction ne veut plus de tous ces intérimaires. Alors, s'il faut faire des économies sur le personnel pour maintenir

la sacro-sainte productivité, ce sont eux qui tomberont les premiers. Ainsi l'Entreprise devient le lieu de la lutte sociale *a minima*, où les syndicats tentent de limiter la casse en évitant les mauvais coups du patronat. Les revendications émancipatrices ne sont pas à l'ordre du jour ; quant à la révolution sociale et libertaire, faites de beaux rêves... Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner lorsqu'un Premier ministre déclare à qui veut l'entendre qu'il aime l'Entreprise. Tous ces ouvriers et ouvrières en CDD ou CDI ne déclament pas leur amour de l'entreprise, et pourtant ils lui donnent bien plus qu'elle ne

mérite, en lui sacrifiant leur jeunesse, leur santé et parfois leur vie privée. Vers qui se tourner lorsque patrons et gouvernement consomment leur union pendant que les syndicats font la sieste, tandis que l'avant-garde révolutionnaire toise les prolos avec mépris parce qu'ils ont la faiblesse de voter ?

L'entraide devient alors la seule arme efficace, se serrer pour se tenir chaud et s'épauler pour ne pas tomber.

STÉPHANE

Définitions

DEPUIS DIX ANS, Creuse-Citron se présente comme le « Journal de la Creuse libertaire ». Que ce soit un journal s'intéressant de près à ce qui se passe en Creuse, cela ne fait de doute pour personne, mais qu'entend-on par « libertaire » ?

Sans entrer dans un débat sur la récupération du mot libertaire par tel ou tel courant marxiste ou libéral, il peut être utile, de temps en temps, de rappeler que le mot *libertaire* est pour nous (et pour le dictionnaire) un synonyme du mot *anarchiste*.

Voici une définition, parmi d'autres, de l'anarchie, par Normand Baillargeon dans son livre *L'Ordre moins le pouvoir* (éditions Agone) :

« Affirmez que vous êtes anarchiste, et presque inmanquablement on vous assimilera à un nihiliste, à un partisan du chaos, voire à un terroriste ! Or, il faut bien le dire : rien n'est plus faux. Et ce contresens résulte de décennies de confusion savamment entretenue autour de l'idée d'anarchisme.

« En première approximation, disons que l'anarchisme est une théorie politique au cœur vibrant de laquelle loge l'idée d'anti-autoritarisme, c'est-à-dire le refus conscient et raisonné de toute forme illégitime d'autorité et de pouvoir. Une vieille dame ayant combattu lors de la guerre d'Espagne disait le plus simplement du monde : "Je suis anarchiste : c'est que je n'aime ni recevoir ni donner des ordres." On le devine : cette idée est impardonnable, cet idéal inadmissible pour tous les pouvoirs. On ne l'a donc ni pardonné ni admis.

« L'anarchisme se définit étymologiquement comme [*an-*] (privatif) [*archos*] (pouvoir, commandement ou autorité) ; il est donc, littéralement, l'absence de pouvoir ou d'autorité. Ce qui ne signifie ni confusion ni désordre, si l'on admet simplement qu'il y a d'autres ordres possibles que celui qu'impose une autorité : voilà, exprimé le plus simplement possible, ce qu'affirme d'abord l'anarchisme. Cet ordre en l'absence de pouvoir, les anarchistes pensent qu'il naîtra de la liberté – de la liberté qui est la mère de l'ordre et non sa fille, comme l'affirmait Pierre-Joseph Proudhon. Pour le dire autrement, l'anarchisme pense que le désordre, après tout, ce peut bien être que "l'ordre moins le pouvoir", selon le beau mot de Léo Ferré. »



STOP MINES



Dans chaque numéro de « Creuse-Citron » depuis fin 2013 (n° 39), nous soutenons et nous donnons des nouvelles de la campagne en cours pour stopper les projets miniers en Creuse, et nous continuerons à le faire jusqu'à ce que ce projet nuisible et inutile soit enterré. Aéroports, barrages, trains à grande vitesse trans-alpins ou métropolitains, méga-centres commerciaux ou de loisirs, méga-centrales à bio-masse, élevages industriels, mines d'or ou de n'importe quoi, même combat, nous n'en voulons pas. La vie de chacun d'entre nous est une zone à défendre contre le dernier avatar du capitalisme où la sainte alliance de la répression étatique, de la techno-science et des multinationales tente de nous imposer la camisole définitive du meilleur des mondes. Dans les quatre pages qui suivent nous donnons largement la parole au Collectif de vigilance sur les projet miniers creusois.

« L'âge d'or est celui où l'or ne régnait pas »

Claude-François de Lezay-Marnésia, 1735- 1800, poète utopiste

L'HISTOIRE SE PASSE dans un très beau décor : des étangs, des bois de feuillus, des résineux, des bocages. Quelque part dans le ciel, si vous êtes chanceux, un couple de milans noirs vous nargue de toute sa hauteur, et les banderoles de grues y rythment encore les saisons, lors de leur migration saisonnière.

Mais ce n'est pas un décor de théâtre, des gens y vivent, des agriculteurs jeunes et moins jeunes, des artisans, des enfants. On y pratique un élevage sain – vaches charolaises, limousines, chèvres, moutons, volailles – et une agriculture sans engins mortifères pour la faune. Les légumes anciens surgissent chez les jeunes paysans adeptes du bio, les coopératives s'organisent pour mieux manger, mieux vivre.

Mais ce n'est pas un pays de rêve, c'est un pays où l'on peut encore rêver sous le silence, sans panneaux publicitaires pour barrer l'imagination. Les artistes sages viennent s'y reposer, certains de voir leur tranquillité respectée.

Mais c'est un pays qui ne fait pas de bruit.

Ce pays, c'est la Creuse, au cœur du Limousin. Vous connaissez ? Non, c'est sa chance et sa malchance, peu de gens connaissent la Creuse.

Une nouvelle épidémie de fièvre jaune
Monsieur Montebourg, ex-ministre de l'Économie, du Redressement productif et du Numérique connaît-il la Creuse ? Nous en doutons. Mais il est généreux, alors, pour la faire connaître il a signé, le

18 novembre 2013, un Permis exclusif de recherches (dit PER de Villeranges) dans le cadre de son grand projet de relance des exploitations minières en France.

Pour exécuter son forfait, il a donné son autorisation à la société Cominor (Compagnie Minière Or) qui a, elle-même, signé une convention avec la société de prospection La Mancha (pour information, Areva possédait jusqu'en 2012, 63 % des actions de La Mancha).

Un si beau projet et de si belles promesses

Le permis de recherche concerne l'or, le cuivre, l'argent, l'antimoine, l'étain, le tungstène et les substances connexes. Il porte sur une surface de 47.6 km carrés qui englobe les communes d'Auge, Bord-Saint-Georges, Chambon-sur-Voueize, Lépaud, Lussat, Sannat et Tardes.

Le projet de la Cominor est très innocent, il ne s'agit que de recherches. Depuis quand une société engage-t-elle de si gros moyens financiers juste pour faire de la recherche (3 millions €) ?

La pollution, les nuisances aux riverains des mines ? Terminé ! Les techniques de forage ont changé, dit Cominor. Nous aurons droit à des mines propres. Et, cerise sur le gâteau – promesse à la mode – Cominor annonce 200 emplois. Une aubaine dans une région touchée, comme beaucoup d'autres, par un fort chômage...

Nous prenons acte de ces promesses qui nous laissent... perplexes ? Non, elles nous laissent moqueurs et en colère.

Des habitants en colère

Face à ce saccage annoncé, l'opposition fut rapide. Tant des habitants des lieux proches que de toute personne soucieuse du respect du territoire. Un « Collectif de vigilance contre les projets miniers » se créa, accompagné par l'association « Oui à l'Avenir » déjà plus expérimentée dans les luttes. D'autres associations « Sources et rivières du Limousin », d'autres personnes comme Thierry Thévenin, porte-parole du syndicat des Simples, pour ne citer qu'eux, apportèrent leur soutien. Des maires, conscients de leur devoir de police générale, ont questionné l'autorité gouvernementale (M^{me} Nicoud, sénatrice, M. Vergnier, député-maire de Guéret). D'autres élus du secteur dirent leur opposition. Le Conseil général de la Creuse puis le Conseil régional du Limousin apportèrent leur soutien en adoptant des motions demandant le retrait du permis et ce à l'unanimité de leurs membres de droite et de gauche.

À ce jour, environ 5 000 signatures de pétitions (papier et en ligne) ont été remises à la préfecture de Guéret.

Le 26 juillet 2014, le Collectif organisa, malgré l'opposition du maire de Lussat, un festival présentant films, conférences, marchés de produits locaux, attractions pour enfants, musique. Sans colère ni dégâts, 600 personnes vinrent apprendre ce qui les attendait, flâner et soutenir l'action du Collectif. Mais qu'en est-il, en vérité, de ce beau projet ?

**8 millions de tonnes de minerai à extraire
= 400 000 camions de 20 tonnes**

la ruée vers l'or - 15

*L'or fait rêver,
enfin pas tout le monde.
L'image de l'aventurier orpailleur les
pieds dans la rivière, son tamis à la
main, retrouve une nouvelle jeunesse
dans l'imaginaire du retour à la nature
vendu aux urbains.
De plus en plus de stages proposent une
initiation à l'orpaillage.
Faut-il y voir une diversion calculée
pour masquer le caractère réellement
dévastateur de l'exploitation de l'or ?
Pour nous, c'est évident.*



Ceux qui font les promesses n'en paient jamais les dettes

Même si l'or entre dans la fabrication de nombreux appareils électroniques, de bijoux, son utilisation première reste encore la thésaurisation. Ce but n'est pas à la portée du premier venu, creusois ou pas. La flambée de l'or incite les compagnies minières à investir, alors même que les quantités extractibles possibles sont faibles : 4 grammes d'or pour une tonne de minerai extrait. En conséquence, le fait que les filons soient de plus en plus minces conduit à augmenter la quantité de déchets accumulés (500 kg de rejets liquides et solides pour 1 g d'or, soit un ratio de 1/500 000).

Forer c'est détruire...

... une terre, la faune, la flore, la biodiversité. Les techniques n'ont absolument pas changé, le cyanure reste le meilleur ami du chercheur. Forer, c'est libérer l'arsenic, le radon, l'uranium, présents dans les sols.

On peut envoyer des hommes sur la lune mais pas encore arrêter le cheminement de l'arsenic libéré dans les sols, dans l'eau. Il n'y a pas de mines propres, comme il n'y a pas de guerre propre... sauf pour ceux qui se lavent les mains des conséquences de leurs actions. La dépollution est un leurre quand ce n'est pas un mensonge. La Creuse a déjà été leurrée : les mines du Châtelet (commune de Budelière), à quelques kilomètres du site choisi aujourd'hui par Cominor, ont fermé en 1955. Il faudra attendre les années 1990, des maladies et morts subites et inexplicables de bétail pour que soit reconnue la nécessité de faire des travaux

de « dépollution », évidemment sans résultat probant.

Quant au site de Salsigne (Aude), soi-disant réhabilité en 2007, il reste un des sites les plus pollués de France parmi 527.

Les emplois : précaires, non qualifiés. Parions que les emplois qualifiés seront le lot de salariés d'entreprises sous-traitantes venues d'ailleurs. Et surtout, des emplois, nécessairement dangereux tant sur le plan sanitaire que sur le plan de la sécurité.

Les raisons de la colère

Comme toujours dans ces exploitations nuisibles, les eaux seront irrémédiablement polluées. Dans ce cas particulier, trois stations de pompage sont situées à l'intérieur du périmètre minier ainsi qu'un château d'eau. La nappe phréatique de Gouzou, qui dessert 18 communes, est à quelques kilomètres de là. Sans oublier les rivières qui ont la mauvaise idée de traverser la zone de forage.

L'arsenic aura-t-il, comme le nuage de Tchernobyl, la bonne idée de rester quelque part en suspens au-dessus des eaux consommables et du nez des truites farios ?

Les habitants attachés par leur histoire familiale ou par choix à cette terre, tous ceux qui ont choisi cet endroit pour ne pas être brutalisés par le monde dit moderne, tous ceux qui veulent que leurs enfants vivent dans un environnement non pollué et dans la beauté, que doivent-ils faire ? Partir ?

Brader leurs biens, parfois, souvent, difficilement acquis et qui ne vaudront plus rien, étiquetés « Vue imprenable sur tas de stériles ».

L'étang de Landes (réserve nationale depuis 2004) est à deux pas du périmètre d'exploitation. Seul étang limousin d'origine naturelle, ce plan d'eau de 100 hectares abrite plus de 400 espèces végétales et 600 espèces animales.

Afin de faire connaître le peu de faune et de flore sauvages que nous avons encore la chance d'avoir en ces lieux, le Conseil général, propriétaire de l'étang, vient d'inaugurer « La maison de la Réserve ». Endroit pédagogique et historique, son enjeu essentiel est de mieux faire comprendre les interactions liant l'homme et la nature et les fragiles équilibres à l'œuvre dans une réserve naturelle.

Avec l'aide de Cominor, pari gagné. Enfin, imaginons (sans effort), les norias de camions sur ces petites routes de campagne, la poussière, le bruit. Les curistes de la station d'Évaux-les-Bains, les visiteurs qui admirent la splendide Abbaye Sainte-Valérie (XI^e-XIII^e siècles, classée monument historique, 18 000 visiteurs par an) du village de Chambon-sur-Voueize apprécieront.

Nous ne voulons pas de chercheurs d'or, nous ne voulons ni Picsou, ni les frères Raptout, ni Wotan, ni Alberich. Nous voulons encore un peu d'air pur, un peu d'eau buvable, un zeste d'humanité et, de la part de nos gouvernants, le respect de nos choix de vie.

Nous voulons rester vivants !

POUR LE COLLECTIF DE VIGILANCE
SUR LES PROJETS MINIERES CREUSOIS,
ANNE BAUD ET DANIELE TAMAYO
www.stopmines23.fr

De Total à Cominor

Synthèse de la demande de concession de mines d'or, antimoine et autres substances connexes : « concession de Villeranges » formulée par « Total Compagnie Minière France » le 27 juillet 1989 et rejetée par le ministère de l'Industrie le 9 avril 1997

(Source : www.stopmines23.org/http/DemandeDeConcession-TotalCompagnieMiniere.pdf)

Cette synthèse s'attache à révéler le véritable projet de la société Cominor qui a repris à son compte le PER de Villeranges.

En effet, il faut savoir que la société Total Compagnie Minière France a déjà étudié l'ensemble des gîtes aurifère du nord-est de la Creuse pendant les années 1980.

L'exploration passée a été finalisée par la demande de concession, dite « concession de Villeranges ». Si cette demande avait été acceptée, la mine et l'usine de Villeranges seraient déjà en activité. Cette demande de concession a été formulée en 1989 par Total et rejetée en 1997 par le ministère de l'Industrie, pour un motif économique, le cours des métaux ayant chuté.

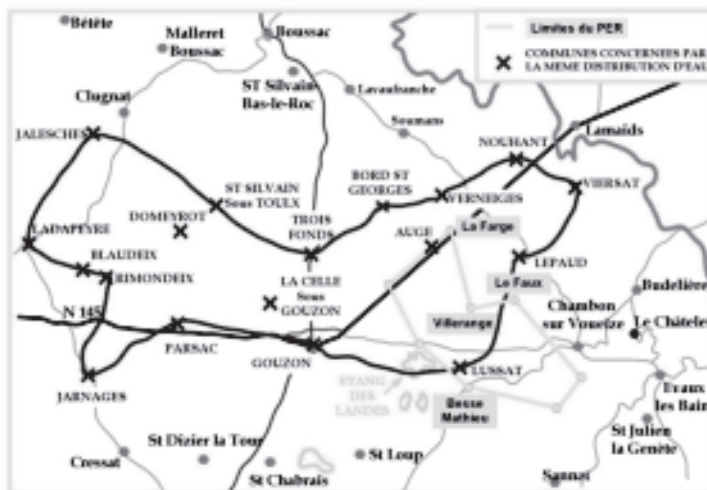
Aujourd'hui, avec la hausse des cours des métaux, c'est cette demande de concession qui est dans le viseur de la société Cominor-La Mancha reprenant le PER de Villeranges à son compte, même si ses dirigeants pratiquent un obscurantisme visant à sous-dimensionner, voire à occulter ce projet. Or, ce projet consiste à construire une usine de traitement du minerai et à exploiter tous les gisements de la région géologique concernée, c'est-à-dire bien au-delà des sept communes du PER de Villeranges : gisements d'Évaux, Budelière, Le Châtelet, etc.

Notons que Dominique Delorme, directeur exécutif de la société Cominor-La Mancha connaît par cœur ce projet, ce monstre industriel, comme en témoigne son interview dans le journal *Le Populaire* du 12 avril 2014 : « À l'époque, je recherchais déjà de l'or dans la région... ».

L'exploration a déjà été entièrement effectuée par Total CMF (49 millions de francs dépensés à l'époque), la Cominor ne vient pas pour faire des recherches, elle vient pour reprendre le projet de construction d'une usine de traitement du minerai à Lussat et exploiter les gisements connus de la région.

1- Les réserves d'or et l'usine de traitement du minerai à Lussat

« Le siège principal de l'exploitation pourrait se situer, tout comme l'usine de traitement, sur le site des Farges, commune de Lussat, site ayant une position centrale dans la concession, et à faible distance des minéralisations d'Évaux et de Auge. » (p. 5)



« Gisement démontrés Farges et Varennes, total général de minerais à extraire : 4 079 330 tonnes à 5 g/t soit 20 tonnes d'or. Autres principaux gîtes : Rierette, Barberat, Saint-Sornin, Montarux, La Nourrice de 2,2 à 13 t d'or. » Soit de 443 164 tonnes à 2 665 000 tonnes de roches à extraire. (Annexe III, p. 62)

2- Quatre ans pour construire l'usine de traitement à ciel ouvert à Villeranges

« Les infrastructures minières et la construction de l'usine de traitement seront alors réalisées. Le temps nécessaire à la réalisation de ces opérations est estimé à 4 ou 5 ans. » (p. 5)

« En ce qui concerne Villeranges, l'ensemble des gîtes découverts est plutôt à teneur moyenne ou faible avec des tonnages relativement importants. Une large partie peut être exploitée à ciel ouvert, ce qui permet une exploitation à coût réduit. » (Annexe III p. 3)

« Des fosses de 30 à 50 m vont être creusées. » (p. 5)

« Dans un deuxième temps une exploitation souterraine pourra être envisagée

pour les branches filoniennes les plus riches. » (p. 5)

Uniquement pour le gisement des Farges et de Varennes : « La durée de l'exploitation envisagée est de 5 à 10 ans pour une production annuelle de 1 à 2 t ». (p. 5)

3- Tout est prêt pour lancer l'exploitation avec utilisation massive de cyanure

« Afin de juger de la valeur économique des résultats obtenus en sondages, deux types de reconnaissances ont été réalisés : travaux miniers souterrains sur les Farges et une carrière pilote (tranchée de Varennes).

Ces travaux ont permis d'avoir des moyennes de teneurs fiables et réalistes sur le plan industriel et de disposer de volumes de minerai importants pour piloter le traitement. » (Annexe III, p. 33)

« Toutes les volées ont été broyées séparément et analysées pour l'or, l'arsenic et l'antimoine. » (Annexe III, p. 33)

« Les progrès réalisés en valorisation des minerais avec les techniques de flottation, cyanuration et lixiviation ont permis de s'intéresser à des minerais réfractaires ou à teneur plus basse. » (Annexe III, p. 3).

4- Pour rentabiliser l'usine de traitement du minerai, c'est tout le nord-est de la Creuse qui doit être exploité

« Nous sommes dans une véritable province métallogénique devant être valorisée dans son ensemble. Le projet n'est donc pas d'exploiter un simple filon, mais d'intégrer dans un même projet d'exploitation à relativement long terme tous les gîtes potentiels de la région. L'amortissement des installations industrielles nécessitera également une consolidation de toutes les réserves minières du secteur. » (Annexe III p. 3)

« Localisation : La concession de Villeranges est située au nord-est du département de la Creuse... »

Elle s'inscrit dans un groupe de permis de recherches pour l'or et l'antimoine : Évaux, Clavaud, Budelière, Vige, auxquels il faut ajouter la concession du Châtelet. » (Annexe III, p. 5)



Conclusion du Collectif

Demande de suspension du PER de Villeranges afin qu'un rapport d'impact sérieux et indépendant soit établi.

Ce projet, qui met en place une industrie lourde aux mains d'une société opaque, est-il le seul projet d'avenir pour le nord-est de la Creuse ?

Une usine de traitement du minerai par cyanuration, les mines, les bassins de stockages de produits chimiques classés Seveso et les millions de m³ de stériles à entreposer représentent un risque majeur pour l'environnement.

Le site des mines d'or du Châtelet, situé dans la commune de Budelière, constitue localement un triste témoignage des désastres qu'engendre à long terme tout projet minier : pendant près de

soixante ans, plus de 500 000 tonnes de déchets issus du traitement du minerai et pollués à l'arsenic ont été stockées à l'air libre, et ce au cœur d'une zone Natura 2000.

Ce projet industriel n'a pas sa place sur la nappe phréatique du bassin de Gouzou (18 communes concernées), à quelques mètres de l'Étang des Landes (zone Natura 2000), au bord de La Voueize qui, une fois polluée, déversera ses métaux lourds dans la Tardes et le Cher, contaminant par la même occasion l'eau potable de Montluçon. (<http://www.agglo-montlucon.fr/preservons-leau.html>)

Ce projet industriel d'une autre époque n'a pas sa place à l'heure où le département de la Creuse a l'intention d'être labellisé Agenda 21 en 2015 pour favoriser un développement qui serait « économique-

ment efficace, socialement équitable et écologiquement tolérable » (c'est pourquoi une motion demandant le retrait du permis a été votée par le Conseil général, le 21 mai 2014).

C'est toute la région qui doit être exploitée par souci de rentabilité pour la future usine de traitement du minerai par cyanuration ! Il est donc temps de demander un moratoire afin de suspendre le PER de Villeranges et qu'un rapport d'impact sérieux et indépendant soit établi et surtout qu'il tienne compte de la future exploitation puisque c'est un projet déjà détaillé par Total CMF !!

POUR LE COLLECTIF DE VIGILANCE
SUR LES PROJETS MINIER EN CREUSE,
BERNARD BOISSEAU-LAFEUIL
ET PIERRE LAPALU

Mines et recherches minières dans l'est de la Creuse

Sans remonter aux Gaulois et aux Romains qui exploitaient déjà l'or dans la région, voici les dernières exploitations significatives de l'ère industrielle :

- Exploitations d'antimoine (1880-1930) : Les Farges, Montignat, Boursonex et Le Druix.

- Exploitations de charbon (1880-1945) : Villeranges et Bois-de-Bertranges.

- Exploitation d'or (1898-1955) : Le Châtelet, 14 tonnes d'or extraites (teneur de 20 gr / tonne). Nouveau programme d'exploration mené par le BRGM sur les extensions du champ filonien du Châtelet dans les années 1980.

- Travaux de recherche par la Compagnie minière Dong-Trieu en 1977 avec découverte d'indices d'or et d'antimoine dans le secteur des Farges.

- Permis de recherches exclusifs (PER) octroyé à Total Compagnie Minière France (TCMF) débouchant sur la découverte de minéralisations aurifères dans les secteurs de : Clavaud, Évaux-les-Bains et Lépaud qui jouxtent la concession de Villeranges.

- PER de mines de fluorine, étain, tungstène, cuivre, argent, zinc, or, antimoine et substances connexes, dit « Permis de Villeranges » octroyé à TCMF En 1980 et prolongé jusqu'en 1989.

- Demande de concession de mines d'or, antimoine et autres substances connexes : « concession de Villeranges » formulée par Total Compagnie Minière France le 27 juillet 1989 (devenue Société des Mines de Jouac le 12 Octobre 1993) et rejetée par le ministère de l'Industrie le 9 avril 1997.

Campagne Bang, Ban Cyanide !

LE COLLECTIF DE VIGILANCE sur les projets miniers creusois s'est associé au Collectif pour la sauvegarde de Rosia Montana (Roumanie) ainsi qu'à d'autres collectifs, associations et ONG de Belgique, Bulgarie, Finlande, Grèce, Allemagne, Slovaquie, Espagne, Royaume Uni, République Tchèque, Turquie et Guyane française, afin de faire poser la question de l'interdiction de l'utilisation du cyanure dans l'exploitation minière en Europe au nouveau commissaire à l'environnement, M. Karmanu Vella, lors de son audition devant le Parlement européen, le 29 septembre dernier.

En 2010, le Parlement a adopté une résolution allant dans ce sens, mais, à l'heure actuelle, le cyanure est toujours massivement utilisé dans l'industrie minière, en Europe comme partout ailleurs. Nous souhaitons que cette résolution devienne une réalité, pour cela, nous avons invité les députés sensibles à nos préoccupations à s'adresser à M. Karmanu Vella.

Sans surprise, sa réponse est restée très neutre et évasive. Il reconnaît l'existence de cette résolution mais ajoute que, d'un point de vue économique, il est à l'heure actuelle impossible de la faire appliquer car « aucune autre substance ne peut remplacer le cyanure pour l'extraction de l'or » et que « interdire l'utilisation du cyanure reviendrait à interdire l'extraction de l'or en Europe ».

L'information est claire. Le nouveau commissaire à l'environnement de l'Union européenne reconnaît que les mines propres n'existent pas et que pour des raisons économiques, l'Union européenne va continuer de laisser empoisonner sa population. Le cyanure tue. « Une cuillère à soupe d'une solution contenant seulement 2% de cyanure suffit à tuer un homme. »

LE COLLECTIF DE VIGILANCE SUR LES PROJETS MINIERES CREUSOIS.

www.stopmines23.fr

Voir : <http://www.aldeah.org/fr/campagne-bang-ban-cyanide-stop-interdisons-le-cyanure>



La « civilisation » dans tous ses États

« *Qu'as-tu appris à l'école, mon fils ?*

– *Que les Grecs ont inventé la démocratie, que Rome nous a sauvés de la barbarie, que la Révolution française a apporté la liberté au monde*... »

Barbarie et civilisation, liberté et esclavage

L'HISTOIRE fait partie intégrante de la civilisation qu'elle encense. L'écriture, apparue en Mésopotamie dans la cité d'Uruk, n'est que la glorification du pouvoir en place et installe les croyances :

« l'écriture = source historique »,

« Les Écritures = source de Foi ».

Bien que l'explosion des arts se soit produite 6 000 ans avant l'apparition des cités-États, l'Histoire nous fait croire qu'avant, tout n'était que « barbarie ».

La civilisation serait née de la ville fortifiée avec son armée permanente, sa société organisée militairement, ses guerres de conquête. Sa base, l'État armé, permet de se procurer, par le pillage organisé des habitants des vallées fertiles, butin et esclaves. On oppose, encore aujourd'hui, citadins civilisés et campagnards, proches de l'état de nature.

À l'armée que la ville héberge, les murs protègent, les esclaves nourrissent, se joint une classe de prêtres assurant recensement, impôts, sentences, commerce. L'Histoire de la civilisation indo-européenne est celle du pillage de civilisations égalitaires d'hommes libres, qui ont laissé la place, non sans résistances, à une armée avec un chef divinisé, une administration sacerdotale, des paysans devenus esclaves, plus tard serfs, enfin prolétaires.

Vétché, mir, artèle slaves

QU'EN EST-IL, dans cette zone de Slavie orientale, aujourd'hui Russie, Biélorussie et Ukraine, où la démocratie directe a résisté pendant des siècles, histoire occultée aussi bien par les tsars que par les bolcheviks, et qu'Alexandre Skirda a abordée dans plusieurs livres ?

Depuis le IX^e siècle, une confédération de tribus et de cités résiste par des milices communales aux invasions de pillards. Mais certaines cités font appel, pour les seconder, à l'aide de mercenaires scandinaves, rémunérés en argent, les Varègues. Venus en bateaux par les fleuves, ils ont

donné le nom à cette région : la Rouss (*ruotsi* = rameurs). Ils sont sous le contrôle du *vétché* (*vétchats* = parler), assemblée populaire où chacun s'exprime librement. Tout y est décidé, le plus souvent à l'unanimité, notamment le choix des fonctionnaires municipaux et du prince varègue à leur service, tous révocables.

À la campagne, les biens appartiennent à la commune rurale, le *mir* (= paix, monde), pendant économique et social du *vétché* : unanimité, responsables élus et révocables. *L'obchtchina*, possession collective de la terre, où tout se décide en commun (date des semailles, de la moisson, nouvelles constructions, distribution des terres, etc.) est décrite par Léon Tixomirov : *Outre les terres, les communes possèdent lacs poissonneux, moulins, troupeau commun pour l'amélioration des races bovine et chevaline, magasins de provisions pour distribuer semences et aliments. Il faut distribuer la jouissance de toutes ces propriétés entre les membres de la commune, les distribuer équitablement. Dans cinq ou six ans il faudra redistribuer à nouveau pour tenir compte de l'agrandissement ou la diminution des familles. Souvent plusieurs communes se regroupent et des responsables y sont aussi élus à ce niveau pour coordonner et développer l'entraide entre elles.*

Une troisième institution autogestionnaire est l'*artèle* (*artieri* = artisans), groupe temporaire pour faire un travail en commun. Il est formé de paysans ou de citadins, dans des domaines très variés : coupe de bois, endiguement d'un cours d'eau, bâtiment, apiculture, batellerie, etc. Ils logent et mangent ensemble ; en fin de travaux, ils partagent également les gains et retournent dans leur village ou ville. Tout se décide en commun dans des assemblées journalières (répartition des tâches, élection des responsables, etc.).

Résistances de la commune rurale

L'APPARITION DES ÉTATS amène le déclin, mais non la disparition, de cette civilisa-

tion. Elle est facilitée par la christianisation de la Rouss, qui s'installe quand Vladimir, prince de Kiev, pour sceller l'alliance des pouvoirs temporel et spirituel, se fait baptiser par l'Église byzantine. Celle-ci obtient de récupérer la dîme (10% des revenus), ce qui lui permet de construire des églises et, dans ce pays païen, d'installer un clergé grec ou bulgare. Des contingents armés permanents remplacent les milices communales, et des luttes fratricides pour obtenir l'hégémonie entre cités-États amènent destructions, pillages et esclavage. Cela ouvre la région aux nomades mongols de Gengis Khan. Après plus de deux siècles de domination, les princes russes se débarrassent des khans mongols, et tirent les leçons du « despotisme asiatique » : les « khans blancs », les tsars, leur succèdent et transforment les paysans en serfs. La bénédiction de l'Église leur est acquise : « *Crains le tsar et sers-le avec fidélité, prie Dieu pour lui, obéis-lui en tout.* » Mais la culture populaire, particulièrement le *mir*, subsiste : *La Russie officielle, le monde des tchinovniks, serviteurs de l'État, de la soldatesque, des policiers n'est qu'une horde de conquérants étrangers qui se sont abattus sur le pays, Stepniak, La Russie sous les tsars.*

En 1861, le tsar Alexandre II préfère abolir le servage plutôt qu'attendre que les paysans gagnent leur liberté par des soulèvements. Mais il laisse la moitié des terres, les plus fertiles, au seigneur, et distribue l'autre moitié en lots aux paysans, qui doivent les rembourser en quarante-neuf annuités. Les lots pouvant être revendus et ne permettant pas de nourrir une famille, la propriété individuelle commence à apparaître. Cette période voit une succession de famines et de jacqueries, féroce réprimées. L'année 1905 est précédée par des révoltes collectives qui prennent un caractère révolutionnaire, car les paysans n'attendent pas d'amélioration de leur sort du gouvernement, mais d'eux-mêmes et d'un changement de régime : *Au fond des révoltes paysannes se trouve cette idée*

profondément enracinée dans la conscience du peuple russe que toute la terre ne doit appartenir qu'aux masses qui la labourent directement

(Société agricole de Poltava, mars 1905). De nombreux domaines sont communalisés, mais Lénine, dans la brochure *Aux miséreux des campagnes* (1905), affirme : *Le paysan ne deviendra révolutionnaire que s'il devient prolétaire, il ne deviendra prolétaire que s'il n'a plus de terre, si on l'exproprie, si la propriété communale disparaît, si la propriété individuelle la remplace, si les terres deviennent sujettes à l'exploitation capitaliste.* Il est vrai que, dès 1901, il se déclarait libéré des illusions de l'anarchisme et du socialisme populiste, de la conviction que le peuple est prêt pour la révolution. Pourtant des assemblées de paysans déclarent au début de 1905 : *Les paysans ne secoueront le joug des propriétaires fonciers que le jour où les prolétaires des villes secoueront celui du capital. Seuls, ni les uns ni les autres ne peuvent rien.*

Après la révolution de 1917, les pratiques autogestionnaires se répandent à nouveau dans la campagne russe, ce qui inquiète l'apparatchik Jacob Jakoviev, fin 1919 : *Chez le paysan ukrainien, un sentiment d'individualité et de fortes tentations anarchiques se sont cristallisés avec une vivacité extrême. Dans son village il forme une entité indépendante qui n'a pas besoin de la ville. Aussi n'est-il pas étonnant que l'idéologie anarchique trouve en lui un sympathisant.* Lénine et ses successeurs, n'y voyant que barbarie et obstacle à leur pouvoir, menèrent une guerre à mort contre des millions de paysans : exterminations, déportations, collectivisations forcées, famines organisées. En anéantissant la commune rurale, le régime bolchevik réussira là où l'aristocratie tsariste avait échoué...

Fabrication de l'homme «civilisé»

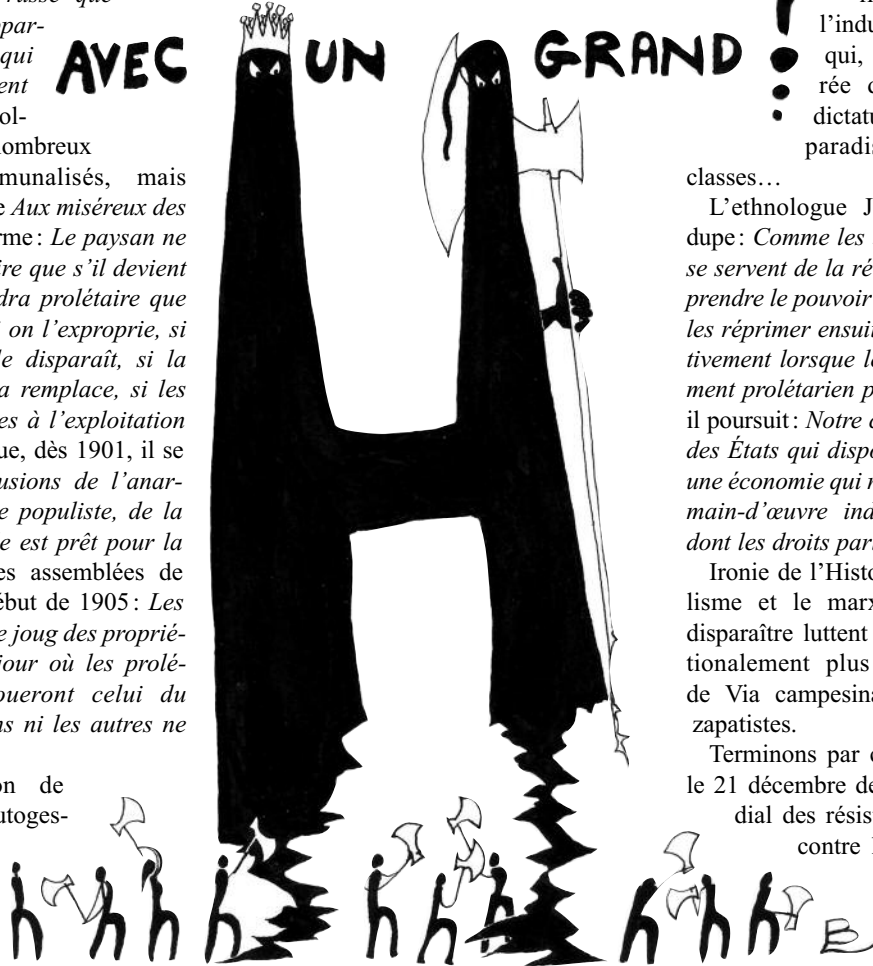
LE PASSAGE D'UNE SOCIÉTÉ d'hommes libres à une société «civilisée», basée sur l'exploitation du travail d'autrui, n'a pas

L'HISTOIRE ?

AVEC

UN

GRAND



... ou les histoires avec des petits humains?

manqué de justifications : *C'est la Nature qui, par des vues de conservatisme a créé certains pour commander et d'autres pour obéir* (Aristote), ou son disciple Alexandre : *Ces deux premières associations du maître et de l'esclave, de l'époux et de la femme, sont les bases de la famille; et L'État vient toujours de la Nature, dont il est la fin dernière.* N'oublions pas l'Église, pour qui l'homme a péché par «libre arbitre», traversera une «vallée de larmes» et devra «gagner sa vie à la sueur de son front». Plus tard, Hegel affirme que «l'État est l'incarnation de la Raison». Marx et Engels brandiront le «matérialisme historique», véritable téléologie évolutionniste : de l'agriculture au féoda-

lisme, puis au capitalisme qui, développant l'industrie, crée le prolétariat qui, sous la direction éclairée du Parti, imposera sa dictature, avant d'atteindre le paradis d'une société sans

classes...

L'ethnologue Jean Monod n'est pas dupe : *Comme les bourgeois, les marxistes se servent de la révolte des opprimés pour prendre le pouvoir à leurs dépens, et mieux les réprimer ensuite, ce qui se passe effectivement lorsque les dirigeants du mouvement prolétarien privatisent la révolution;* il poursuit : *Notre civilisation est basée sur des États qui disposent de la force armée, une économie qui repose sur le pillage, une main-d'œuvre indéfiniment renouvelable dont les droits partent de zéro.*

Ironie de l'Histoire, ceux que le capitalisme et le marxisme condamnaient à disparaître luttent et s'organisent internationalement plus que jamais : paysans de Via campesina, peuples autochtones zapatistes.

Terminons par ces paroles prononcées, le 21 décembre dernier, au Festival mondial des résistances et des rébellions contre le capitalisme, organisé au Mexique par le Congrès national indigène et l'EZLN : *Nous nous rendons compte que quatre maladies affectent nos frères mexicains. La première est l'ignorance, nous ignorons le danger que la Terre-*

mère est en train de vivre. La deuxième est l'apathie... La troisième est la peur... La dernière et la plus grave maladie qui affecte les gouvernants est l'argent.

ÉLAN NOIR

En savoir plus :

- Alexandre Skirda, *Les Russies inconnues Rouss, Moscovie, Biélorussie et empire russe*, éditions Vétché, 2014. Une émission du 24 novembre 2014 : <http://trousnoirs-radio-libertaire.org/>

- Diane Baratier et Jean Monod, *Du pillage au don*, L'Harmattan, 2014. Une émission du 5 janvier 2015.

- David Graeber, *Pour une anthropologie anarchiste*, éditions Lux, 2010.

Militarisation des flics et... réciproquement

S'il est une loi tactique qui porte barbe blanche et tête chenue, c'est bien celle qui veut que, pour ratisser large, il faille viser pointu...

JE M'EXPLIQUE: les politiques inacceptables, pour être acceptées, doivent s'appliquer d'abord à des cas inacceptables. Par exemple, pourquoi diable affligerait-on M. Tout-le-monde d'un petit dépliant qui porte ses données biométriques ainsi que sa date et son lieu de naissance? Voilà qui peut se comprendre pour fichier et surveiller les criminels, de même que le prélèvement d'ADN s'applique aux pédophiles multirécidivistes et tortionnaires d'enfants à la mamelle. Mais dans la réalité, les cartes d'identité et toutes les formes de fichages sont des instruments de contrôle globaux, de même que les prélèvements d'ADN concernent à peu près toutes les personnes, des prolos manifestants aux conducteurs en infraction.

Dire d'entrée: tout pays est un pays occupé, c'est un peu abrupt. Les serviteurs de l'ordre sont là pour veiller à ce que les ogres ne mangent pas les petits enfants, pas pour se comporter comme l'armée d'occupation des grands entrepreneurs et des ploutocrates transnationaux. C'est du moins la vague contrat qui se trouve proposé dans toute Constitution qui se respecte. Pour imposer le fait que les flics se voient gratifiés d'attributs d'ordinaire destinés aux armées en campagne, ou que les armées se voient confier des tâches de maintien de l'ordre, il faut un cœur de cible, une raison exceptionnelle, des conditions dérogatoires. Le but, on le verra ensuite, n'est pas d'en rester là, mais de généraliser la dérogation et d'en faire une loi générale de fonctionnement.

Nous sommes de plus en plus nombreux sur cette terre. Si nombreux que les changements d'échelle pourraient bien se transformer en changement de nature au niveau des sociétés. Régner sur quelques millions de crève-la-faim réclame certaines stratégies fondées sur la manipulation et la

force. Mais régner sur quelques milliards de crève-la-faim s'avère autrement plus coton. L'explosion démographique tend à uniformiser la gestion des problèmes. Autrefois il y avait des métropoles et des colonies. Puis des pays riches et des pays pauvres, une variante de la première configuration. Mais à présent, pauvres des pays riches et riches des pays pauvres ont tendance à former des masses mues par leurs intérêts concordants avec ceux des pauvres des pays riches, des riches des pays riches. L'énorme pouvoir politique des multinationales et les déplacements massifs de main-d'œuvre, en accroissement constant, font apparaître une guerre des classes mondiale, dans un contexte où les États considérablement affaiblis par les instances qui les surplombent, UE, OMC, etc., ne sont plus que le bras armé d'intérêts économiques privés et transnationaux, lesquels d'ailleurs tendent, à l'échelle planétaire, à dépouiller ces États de leur fonction régulatrice (sociale, pour les poètes) pour n'en conserver que la fonction de contrôle et de répression mise à leur service.

Dans cette configuration, on enjoindra, surtout à la police de papa, de surveiller les chantiers, de protéger les pipelines, d'imposer par la force des décisions aussi absurdes pour le populo que rentables pour le bourgeois, et de veiller à la docilité de la chair à boulot. L'illusion démocratique pourrait en prendre un sacré coup dans les gencives s'il n'y avait pas, pour justifier une oppression aussi grossière, de palpables raisons.

Car on n'énuclée pas les enfants, on ne tue pas les vieillards, on ne multiplie pas les opérations d'intimidation en démocratie sans qu'il y ait un danger qui l'explique. On ne transforme pas les flics en soldats et les soldats en flics juste pour faire mumuse. Il faut un état d'urgence. En France, cet état d'urgence providentiel a été décrété lors des émeutes de 2005 et appliqué du 8 novembre 2005 au 4 janvier 2006. Deux mois d'un régime d'exception renvoyant à sa dernière application (la guerre d'Algérie), alors que les émeutes n'avaient duré que quelques jours. Belmessous a fait paraître, en 2010, *Opération*

banlieues, comment l'État prépare la guerre urbaine dans les cités françaises. Il y fait remarquer qu'après cet épisode, faisant suite d'ailleurs à des années d'une rénovation urbaine dans les banlieues qui empruntait les préceptes du baron Haussmann: faciliter les mouvements de troupe et rendre difficile la guérilla, le sempiternel *Livre blanc sur la Défense* est devenu en 2008 *Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale*. Ça n'a l'air de rien, mais c'est une révolution conceptuelle. La **sécurité nationale**, on a envie de dire où? contre qui?

Car si les flics font régner l'ordre intérieur, les troufions défendent le pays contre ses ennemis. Ceux-ci seraient donc à l'intérieur? Comme d'habitude, on va en effet cibler les ennemis potentiels de l'intérieur, ceux qui sont issus de la colonisation. Mais comme on le verra par la suite, ce n'est que la phase 1. Sous le prétexte bienvenu que les populations les plus pauvres et les plus discriminées sont un peu trop remuantes, on va peaufiner un dispositif qui s'appliquera par la suite à l'ensemble de la population, remuante ou pas.

Sarkozy est à l'origine de cette fusion-confusion des rôles de la police et de l'armée. Son dada est la Sécurité nationale, qui a l'avantage d'être aussi bien extérieure qu'intérieure, et d'avoir des ennemis potentiels partout. Rapidement, en 2008, la gendarmerie va passer sous la tutelle du ministère de l'Intérieur. Comme le faisait remarquer un gendarme anonyme, si on avait évité ça jusqu'ici, c'était pour écarter le spectre de la véritable garde présidentielle que pourrait constituer une armée aux ordres de l'Intérieur, pour peu que le reste de la Grande Muette soit réduit à portion congrue par des restrictions budgétaires drastiques. N'ayons pas le mauvais esprit de penser que c'est exactement pour ça que cette réforme a eu lieu. Classiquement, la police est vue comme violente, grossière, ayant le tutoiement et l'insulte facile, tandis que les gendarmes seraient plus civilisés. Mais quand on se penche sur tous les documents concernant les affrontements de Sivens, on trouve des gendarmes qui sont aussi prolixes que de vulgaires BAC ou des CRS. On trouve

d'ailleurs, la dernière nuit, des gendarmes protégeant un lieu, où il n'y a plus rien à protéger, au moyen d'armes de guerre. La zone sensible n'est pas une cité regorgeant de trafiquants de came salafistes ceinturés de bombes, mais un chantier en rase campagne, preuve que les moyens, une fois qu'on les a mis sur pied, sont faits pour s'appliquer en dehors du champ qui les a vus naître.

Passer de la lutte armée contre la délinquance à la lutte armée pour le capital, ça a pris quelques années, c'est à présent dans les clous. Ceux qui s'en étonnent auraient pu s'y intéresser à l'époque pas si lointaine où, en banlieue, il suffisait d'avoir, dans son carnet d'adresses, le numéro de téléphone du fils de la copine de l'oncle de la belle-sœur d'un islamiste présumé pour passer deux ans au placard, avant d'être libéré sans la moindre excuse après un classement de dossier. L'écolo est en passe de faire pâlir l'étoile de l'islamiste, déjà amoindrie par l'autonome. Qui sera le suivant? Les flics sont de plus en plus équi-

pés et paradent dans les rues comme dans un jeu vidéo, le plus bénin étant hérissé de tonfa, lanceur de balles, lacrymo, Taser. Certains ont beau me dire que ça a toujours été comme ça, je me rappelle une époque pas si lointaine où on pouvait se promener en ville sans croiser un flic, ni un militaire, ni un de ces périflics armés que sont les agents de sécurité ferroviaire.

À Sissone, en Picardie, se trouve un centre d'entraînement aux actions en zone urbaine pour les soldats. Avec la fusion programmée de la sécurité intérieure et extérieure, des stratégies militaires de guerre urbaine peuvent être employées dans un cadre de simple maintien de l'ordre. Pourquoi ce glissement vers des pratiques, certes courantes en dictature, mais plutôt décriées en démocratie? Pourquoi cette militarisation de l'économie?

Dans l'absolu et suivant la logique de l'État, qu'on défende quelque chose d'aussi ouvertement stratégique et aussi souterrainement militaire qu'une centrale

nucléaire comme celle de Golfech au point de tuer un opposant peut se concevoir. C'est dégueulasse, mais l'État reste dans son rôle. Qu'on défende jusqu'à mort d'homme et en tout cas jusqu'à mutilation un chantier d'aéroport, de tunnel, de parc d'attraction, de barrage, d'usine à viande et j'en passe, définit clairement le front de la guerre économique et sociale: cette guerre très concrète ne se livre pas autour d'un territoire, quoiqu'elle en occupe matériellement plusieurs, pas plus qu'autour d'un clivage politique classique. Elle se livre, littéralement, entre un peuple dépossédé de toute décision et le pouvoir du fric, qu'il soit politique, policier, militaire ou médiatique. Elle se livre, avec une intensité croissante mais sur des théâtres inédits, entre des humains qui veulent se réapproprier leur vie et ceux qui confisquent à leur profit tous les monopoles, la violence, la monnaie, l'organisation de la société.

LAURENCE BIBERFELD

L'ARMÉE, COMME LA POLICE...



... VEILLE À VOTRE SÉCURITÉ.

L'état continue de se resserrer lentement sur tout acteur de mouvement social : arrestation-inculpation tous azimuts, surveillance des données personnelles, entrave à la circulation des personnes (toute nouvelle loi « antiterroriste »), arrestations préventives, etc.

L'édito de *Courant alternatif* du mois de décembre (n° 245) présentant leur dossier sur la répression, est clair : « C'est désormais un phénomène confirmé : les États démocratiques se transforment et évoluent vers une spécialisation de plus en plus poussée dans la gestion policière de la société. Cette gestion par la force est conçue pour nous soumettre aux décisions prises par l'État au cours de processus sophistiqués censés leur donner une légitimité démocratique. »



La conclusion de l'article « Stratégies de peur et de mort pour imposer le projet libéral » propose une interprétation condensée de cette gestion policière de la société : « [Ces] mesures de contre-insurrection préventive font partie de l'arsenal de la guerre sociale en cours visant à "résoudre" violemment la crise de la reproduction capitaliste (et ses instabilités financières) au profit du capital globalisé et de ses grands blocs de pouvoir (politique et militaire) et de puissance (financière et économique) qui se battent pour le

partage du monde – sans certitude d'y parvenir – et sans lever l'hypothèque de la crise écologique, voire "civilisationnelle" qui caractérise la période. »



« Un monde à vendre » est le dossier du dernier hors-série du *Monde libertaire* (n° 58, novembre-décembre 2014). Que reste-t-il qui n'a pas été encore vendu et acheté ? Rien ou alors vraiment pas grand-chose. Nous savions déjà depuis longtemps que le moindre des capitalistes serait capable de nous vendre la corde avec laquelle nous le pendrions ! La résistance n'est pas facile car « outre les incroyables bénéfices de cette grande braderie, l'exploitation commerciale de tout ce qui peut être exploité commercialement a l'immense avantage d'être extraordinairement plus performante que la gratuité, la solidarité ou l'imagination. C'est normal : les marchands savent exactement ce dont vous avez besoin d'avoir envie depuis qu'on leur vend nos données et la traçabilité totale de notre vie... », mais les luttes continuent et nous devons essayer d'ouvrir toujours de nouvelles brèches partout où c'est possible.

Le dossier aborde quelques facettes de cette « grande braderie » : « Le tournant néo-libéral des métropoles », « Le corps

humain n'est pas une marchandise », « Culture... ou confiture ? », « La peur, une entreprise qui ne connaît pas la crise », « Le temps de l'enfant n'est pas à vendre ! »... de quoi alimenter notre réflexion, et peut-être ouvrir les yeux à certains.

« Complot partout, révolution nulle part ! », c'est le dossier « conspirationnisme » de *CQFD* (n° 127, décembre 2014). En effet, « ils sont partout ! dans les transports en commun, au bureau, au fond de la classe du lycée, dans les manifestations et, surtout, la majeure partie du temps, rivés derrière leur écran d'ordinateur. » « Ils », ce sont les conspis. En apparence, rien ne les distingue foncièrement du reste de la population. « "On nous cache tout" est le refrain entêtant, accompagné d'une abondance de liens, qu'ils font circuler exponentiellement sur Internet, distillant de "petites idéologies malodorantes qui rivalisent aujourd'hui pour le contrôle de notre âme" (Orwell). Pour les plus malins, les théories du complot sont même devenues de lucratifs fonds de commerce. » Même à une petite échelle, ce type de délire existe. Il est indispensable d'en prendre conscience et de le faire cesser si nous ne voulons pas que de telles rumeurs nauséabondes nous empoisonnent !

Et pour finir, prenons cette initiative comme une gentille plaisanterie : *Alternative libertaire* (n° 245, décembre 2014) relance un vieux débat (« Quelle convergence entre marxistes et libertaires ? ») à l'occasion de la sortie du livre d'Olivier Besancenot et Michael Löwy, *Affinités révolutionnaires*. Nos étoiles rouges et noires ; le but de nos « chers trotskistes » étant de faire prendre « un bain libertaire » au marxisme...



Les desseins d'Allah ?

Adieu frères, qui depuis ma jeunesse avaient su me faire sourire et réfléchir à bon escient, vous dont l'humour salvateur réveilla l'ire de l'ignorant, amis... Salam alaïkum.

NOSTALGIE de cette *u-topos*, où le mot «islam» veut encore dire paix, où cet islam écoute encore l'humour et la dérision de l'incomparable Nasr Eddin Hodja le soufi. L'âme de l'islam... et du christianisme a disparu des radars au XII^e siècle. Un être sans âme devient psychorigide et dogmatique. Rappelons à ceux qui se trompent de cible que le catholicisme depuis les croisades, a conduit l'Occident à perpétrer à travers le monde plus d'un millénaire de barbarie, pour des raisons essentiellement politiques, dogmatiques et non spirituelles. En marge de cette litanie barbare, il y a eu et il y aura toujours des chrétiens portant la sagesse de Jésus de Nazareth: «Aimez-vous les uns les autres». Bouddah, cinq cents ans avant lui, n'en pensait déjà pas moins.

Rappelons à ceux qui se tromperaient de cible que le matérialisme techno-scientiste dans lequel nous nous engluons est né du positivisme néodarwinien, héritage de la «Raison» des «Lumières» et n'a que quelques siècles. Laps de temps suffisant pour nous laisser l'équivalent de 34000 bombes d'Hiroshima en armement nucléaire.

Dieu est mort, vive le libre arbitre!

Qui sème le vent récolte la tempête

Né au VII^e siècle, l'islam va connaître aussi son schisme; d'une part, l'islam sunnite, religion d'un seul Livre, le Coran, d'un dogme, la charia, les règles de conduite, le droit prétendument issu du Coran; d'autre part, l'islam chiïte, inspiré par l'ésotérisme de l'ancienne Perse, dont naîtront les grands philosophes et mystiques, comme Ibn Arabi, Attar, Allaj, Sowardi, etc.

Aujourd'hui le Maghreb, le Moyen et Proche-Orient sont divisés en ces deux pôles, devenus essentiellement temporels et politiques. Reconnaitrait-on la sagesse du chiïsme dans un Bachar el Assad, en Syrie, dans les répressions du pouvoir en Iran ou chez les talibans en Afghanistan? Ne jetons plus le bébé avec l'eau du bain.

Des siècles de colonisation occidentale ont asservi des peuples fiers et dignes, la décolonisation du monde arabo-musulman a laissé place aux dictateurs formés par l'Occident; ceux-là ont été des pions de bon aloi pour notre approvisionnement perpétuel en pétrole, gaz, uranium et de bons clients pour nos marchands de canon. Un jour pas très lointain, et pour des raisons peu avouables, l'Occident élimine ou se dépare de ses pions. Mais au sein de ces sociétés trop longtemps humiliées, spoliées à répétition par le colonialisme et les dictatures, la rage couvait.

Alors que les luttes révolutionnaires de libération d'Amérique Latine des années 1970 contre la colonisation yankee étaient menées à l'aune de la pensée marxiste et soutenues par la gauche tiers-mondiste occidentale, la chute des dictatures du monde arabo-musulman est organisée par les armées de l'Otan et va brutalement, en l'absence d'une culture politique des populations, laisser la voie libre aux extrémismes politiques au nom d'un islam dévoyé. Aujourd'hui, Al Qaïda, Aqmi, Daech, Erdogan et consorts, financés par l'islam sunnite, ont enfoncé le Proche-Orient dans un chaos peut-être inextricable où les mines antipersonnel et l'uranium appauvri des armements préfigurent l'apocalypse.

Bush Junior avait donné le ton: «Notre mode de vie n'est pas négociable.» Croissance, pétrole, uranium... guerres. Combien d'entre nous ont remis ce précepte en cause? Combien d'entre nous ont-ils négocié leur mode de vie? Internet, c'est 7 réacteurs nucléaires en France, et donc l'occupation saharienne de l'armée Française pour leur uranium. Qui a coupé son Internet? qui a coupé son compteur EDF?... plus jamais ça... Mon c...! Le changement ne se fera pas avec des machines virtuelles mais par la réalité de leur disparition.

Maudite soit la guerre, maudits soient ceux qui la font faire? Aujourd'hui, nous sommes tous responsables de nos gestes, de notre mode de vie. Finis les vœux pieux, les sommets de ceci et de cela pleins d'avions puants, arrêtons tout! Stop! Pour que ne meurent plus nos frères d'âme et des milliers de jeunes manipulés par des



mercenaires à la solde des marchands de pétrole et qui font les choux gras des armuriers français.

Que les politiciens qui font des beaux discours, alors que nous portons le deuil, se mettent une dernière fois pour toutes entre leurs deux neurones que c'est leur productivisme et la croissance à n'importe quel prix qui nous mènent dans cette folie barbare. Le Lui, Al Lah, commence essentiellement par cette vision que tout est dans tout, et tout est intrinsèquement lié. L'humain a été réduit à sa plus simple expression matérielle, réifié puis marchandisé, son esprit – son âme – a été annihilé. Là est la source de la barbarie.

Aujourd'hui, le risque d'accident nucléaire civil majeur est accepté comme inéluctable à notre mode de vie... Mais jusqu'où allons-nous accepter ces infamies pour assouvir nos branlettes insatiables sur les réseaux sociaux? Amis lecteurs, coupez vos compteurs; du silence naîtra l'écoute intérieure. Vous êtes le monde...

Waleikum Asalam!

QIDDHAM

**Nationalisme et fanatisme
sont les mamelles du destin...**

24 - nous ne sommes pas charlie

JE PROFITE DE CE MOMENT TERRIBLE où, tout à coup, la liberté d'expression a si bonne presse pour expliquer pourquoi, bien que je pleure des larmes de sang sur la mort de Maris, Wolinski, Cabu et les autres, tous les autres, « Je ne suis pas *Charlie* ».

J'espère qu'au contraire de la rédaction de *Charlie*, la liberté d'expression ne s'exercera pas qu'à l'endroit de l'islam ou des islamistes, ou de façon plus générale des religions. J'espère qu'on pourra dire ce qu'on pense de la destruction méthodique du Moyen-Orient, de l'Union européenne ou de la politique d'Israël sans se retrouver crucifié aux amalgames les plus bas du front.

Il y a maintenant un peu plus de trente ans, une bande de crétiens surpuissants, animés par la cupidité la plus délirante et l'impérialisme le plus débridé, a ouvert la boîte de Pandore du fanatisme à pleins battants pour aller y gratter les billets verts, le pétrole et le gaz collés au fond. À l'époque, Ben Laden était un combattant de la liberté qu'on arrosait d'armes et de pognon pour qu'il boute les rouges hors d'Afghanistan. Plus récemment, nombre des libérateurs adulés de la Libye et de l'Irak portaient treillis et kalach, et de grandes barbes pour cacher leur bite. À l'instar du Hassan de Vladimir Bartol dans le sublime *Alamut*, ceux que cer-

tains appellent les néo-cons ont découvert que les fous de Dieu ne coûtent rien aux empires qui se servent de leur folie pour s'étendre et prospérer. Inutile de les payer, ils crèvent comme des mouches en hurlant « Dieu est grand », et personne ne les pleure – tant le sadisme débridé que leur inspire la foi fait dresser les cheveux sur la tête. Une fois qu'ils ont nettoyé le terrain, on n'a plus qu'à se baisser pour ramasser le pétrole, les minerais et les travailleurs pauvres prêts à payer pour aller curer à la serpillière les piscines de refroidissement des réacteurs nucléaires des démocraties. Banco !

Seul inconvénient des fous de Dieu : ils sont à peu près aussi stables que le Mox, ils ont la réaction en chaîne facile, de temps en temps ils vous explosent à la gueule. Mais même ça peut être avantageux : le pays, soudé de l'extrême droite à l'extrême gauche comme un seul soldat de l'Occident chrétien, oublie du coup les petites brouilles familiales telles que le Traité nord atlantique, la dette, le racket des banques, les grands projets inutiles, l'urgence écologique, la sanglante appropriation des ressources du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, la persistante structure coloniale de l'économie mondiale, ainsi que de certaines sociétés dites avancées et autres brouilles du même acabit. Et puis ça permet aux Démocra-



ties, sans perdre leur joli nom, de se doter de lois que n'aurait pas reniées Franco ou Salazar, des lois d'exception bien sûr, mais qui restent, et permettent une surveillance généralisée de la population, des arrestations et détentions arbitraires, des expériences de laboratoire social sur les boucs émissaires, une police armée jusqu'aux dents et une armée qui se mêle de maintien de l'ordre intérieur. (Au début, ces institutions disent protéger la population contre la délinquance, à présent elles défendent sans états d'âme les chantiers des multinationales contre les autochtones, comme dans les pays pauvres, mais ceci est aussi un détail...)

Tout ça, bien entendu, au nom de la liberté de penser, au nom de la liberté d'expression.

**Eh bien, n'oublions pas
de nous en servir,
de cette putain
de liberté d'expression !**

L. B.

Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson : Librairie *La Licorne*, 42, Grande Rue
Au fabuleux destin café-spectacle, rue Cerclier
Épicerie bio *Ethiquête*, 96, Grande-Rue
Presse d'Aubusson, 31, Grande-Rue
Bonnat (Malval) : *Aux grenouilles*
Boussac bourg : *Ferme Chauveix*
Bussière-Dunoise : Bar-coiffeur *Pignaut*
Chambon-sur-Voueize : *Bar Aux deux pianos*
Champagnat / St-Domet : Étang de la Naute
Colondannes : *Auberge du prieuré*
Dun le Palestel : Librairie *Feugère*, 1, rue des Sabots
Évaux-les-bains : Bar-tabac *Le Rallye*
Cinéma *Alpha*

Eymoutiers : Librairie *Passe-Temps*
Ressourcerie *Le Monde allant vers*
Café des enfants
Felletin : Bar-tabac *Le Troubadour*
Ressourcerie *Court-circuit*
Gargilles-Dampierre : *Auberge de la Chaumerette*
Guéret : Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché
Coop des champs, rue de Lavilatte
Bar de la poste, rue Martinet
Librairie *Les Belles images*, rue É.-France
Librairie *Au fil des pages*, place du Marché
Bar-tabac *Le Bolly*, 2, rue Maurice-Rollinat
Bar à tapas *Le Guet-apens*, 16, rue de Verdun
Solecobois, 14, av. Fayolle
La-Jonchère-St-Maurice : *Le Radeau actif*

La Souterraine : *Le Panier du coin*
Lépaud : *Relais de Combraille*
Limoges : Librairie *Page et Plume*, pl. de la Motte
Undersounds, 6, rue de Gorre
Montluçon : Librairie *Le Talon d'Achille*,
8, pl. Notre-Dame
Royère-de-Vassivière : Bar *L'Atelier*
St-Loup : Restaurant *Le P'tit loup*
Sardent : Bar *Chez Josiane* ; Épicerie *Vival*
Sur le plateau et les marchés : Épicerie itinérante
Le Temps des cerises

et sur <http://creuse-citron.revolublog.com>

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron.

Prix Libre

Nous vous proposons *Creuse-Citron* à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que, par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquiescer un même produit selon ses moyens et ses motivations.

Abonnements : voir page 5



Courrier postal : Creuse-Citron
BP 2 23 000 Sainte-Feyre
Courriel : creusecitron@free.fr

Numéro réalisé avec le logiciel libre
SCRIBUS (www.scribus.net)
Impression : Espace Copie Plan, Guéret



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal sont libres et fortement encouragées.